

MEMORIAL

Journal Officiel
du Grand-Duché de
Luxembourg



MEMORIAL

Amtsblatt
des Großherzogtums
Luxemburg

RECUEIL DES SOCIÉTÉS ET ASSOCIATIONS

Le présent recueil contient les publications prévues par la loi modifiée du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales et par la loi modifiée du 21 avril 1928 sur les associations et les fondations sans but lucratif.

C — N° 3491

31 décembre 2015

SOMMAIRE

Almus S.A.	167528	Prestim S.A.	167524
CIMW, Centre d'Intervention Mertert-Wasserbillig, A.s.b.l.	167536	Primost S.A.	167523
Corphus Vermögensverwaltung S.A., SPF ...	167533	Privileged Property Lux I S.A.	167524
Digital Services XXV (GP) S.à r.l.	167563	Prodilux Entreprises S.à r.l.	167524
e-Space S.à r.l.	167528	Quadrum S.A.	167525
EVC International S.à r.l.	167557	Radices Fiduciam S.A.	167525
Finnery Acquisitions II S.à r.l.	167555	Rainstorm Holding S.à r.l.	167524
ICG Senior Debt Partners SV 1	167527	RO Investments S.A.	167525
ITW Gamma Sàrl	167523	Roubaix S.à r.l.	167525
K Equity Italy 2 S.à r.l.	167522	RS Automotives Sàrl	167526
Lamudi (GP) S.à r.l.	167563	Shaf Corporation SPF, S.A.	167526
Mehonne S.A.	167522	SHIP Investor & Cy S.C.A.	167529
MJL Luxembourg S.A.	167542	Sofidem S.A.	167526
Movie Investments S.A.	167522	Sonisu S.à r.l.	167526
MTEC Lux S.à r.l.	167522	Star Advisors S.A.	167526
MTS Lux S.à r.l.	167523	Strawberry Investment 2 S.à r.l.	167528
N & B International S.A.	167522	Strawberry Investment S.à r.l.	167527
Nicky International (Soparfi) S.A.	167523	Tanin International S.A.	167528
NKS Hospitality II S.à r.l.	167523	Tex Sàrl	167528
Noble-House Technologies S.A.	167554	Topsolar S.A.	167527
PPS Buitenland S.A.	167531	Trustinn Sàrl	167527
PPS Nederland S.A.	167565	Universal Air Charter	167527
		Waterbridge S.à r.l.	167567

Movie Investments S.A., Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.

R.C.S. Luxembourg B 188.159.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015178589/9.

(150197991) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Mehonne S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.

R.C.S. Luxembourg B 105.376.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2015178582/10.

(150198432) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

MTEC Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4384 Ehlerange, Z.I. Zare.

R.C.S. Luxembourg B 114.746.

Le Bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

CHOTIN Barbara.

Référence de publication: 2015178590/10.

(150198436) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

N & B International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2163 Luxembourg, 40, avenue Monterey.

R.C.S. Luxembourg B 54.843.

Le bilan de la société au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg.

Pour la société

Un mandataire

Référence de publication: 2015178595/12.

(150198588) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

K Equity Italy 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-2440 Luxembourg, 59, rue de Rollingergrund.

R.C.S. Luxembourg B 198.471.

EXTRAIT

Le Conseil de Gérance de la Société a pris acte, en date du 28 octobre 2015, de la démission de Monsieur Mukadam Mubashir de son poste de gérant de catégorie A à partir du 22 octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour K Equity Italy 2 S.à r.l.

Référence de publication: 2015178496/13.

(150198582) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

MTS Lux S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5326 Contern, 13, rue Edmond Reuter.
R.C.S. Luxembourg B 171.686.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015178591/9.

(150197934) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

ITW Gamma Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-1511 Luxembourg, 193, avenue de la Faïencerie.
R.C.S. Luxembourg B 104.447.

Suivant décision prise en date du 18/09/2015, le mandat de gérant confié à Monsieur Andrew R. Stark est révoqué.

En remplacement du gérant révoqué est nommée avec effet au 18/09/2015: Madame Mary Ann SPIEGEL, née le 24/05/1964 à Illinois (USA), demeurant professionnellement au 155 Harlem Avenue à IL-60025 Glenview (USA).

Référence de publication: 2015178482/10.

(150198307) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Nicky International (Soparfi) S.A., Société Anonyme Soparfi.

Siège social: L-8211 Mamer, 53, route d'Arlon.
R.C.S. Luxembourg B 15.259.

Le Bilan au 08 juillet 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 30 juillet 2015.

Chotin Barbara.

Référence de publication: 2015178610/10.

(150198438) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Primost S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1273 Luxembourg, 7, rue de Bitbourg.
R.C.S. Luxembourg B 134.456.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire du 4 novembre 2015

L'Assemblée Générale décide de transférer le siège social de PRIMOST SA du 20, rue des Peupliers, à L-2328 Luxembourg au 7, rue de Bitbourg, à L-1273 Luxembourg

Cette résolution a été votée à l'unanimité

Référence de publication: 2015179293/11.

(150199454) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

NKS Hospitality II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-2432 Luxembourg, 18-24, rue Michel Rodange.
R.C.S. Luxembourg B 119.897.

Extrait des résolutions prises par les associés de la Société le 22 octobre 2015

Les associés de la Société ont accepté la démission de Monsieur Ian Stuart MacLaughlin de ses fonctions de gérant de la Société avec effet au 1^{er} novembre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NKS Hospitality II S.à r.l.

Un mandataire

Référence de publication: 2015178611/14.

(150198253) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 3 novembre 2015.

Privileged Property Lux I S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue St. Mathieu.

R.C.S. Luxembourg B 130.115.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179295/10.

(150199010) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Rainstorm Holding S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

R.C.S. Luxembourg B 146.557.

Le siège social de la société Rainstorm Holding S.à r.l. , société à responsabilité limitée, R.C.S. Luxembourg B 146557, située au 46A, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg est dénoncé avec effet au 29 Octobre 2015.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

TMF (Luxembourg) S.A.

Signatures

Agent Domiciliaire

Référence de publication: 2015179306/12.

(150198926) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Prodilux Entreprises S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-8399 Windhof, 5, route des Trois Cantons.

R.C.S. Luxembourg B 180.892.

- Selon l'extrait du procès-verbal de l'assemblée générale extraordinaire du 31 Octobre 2015, il en résulte:

* Monsieur RIAB Moustapha demeurant à 20 rue de Dondelange, L-8391 Nospelt sera désormais gérant unique de la Société,

qu'il engagera en toutes circonstances par sa seule signature.

* Monsieur JOUIHRI Mehdi demeurant à 20b rue de Waltzing, L-8478 Eischen a démissionné avec effet au 31 Octobre 2015 de son mandat de gérant unique de la Société.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Windhof, le 31 Octobre 2015.

Référence de publication: 2015179296/15.

(150199252) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Prestim S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1855 Luxembourg, 44, avenue J.F. Kennedy.

R.C.S. Luxembourg B 162.655.

Extrait du procès-verbal de l'assemblée générale ordinaire qui s'est tenue le 1^{er} décembre 2014 à 1530 heures à Luxembourg

- L'Assemblée décide à l'unanimité de renouveler le mandat du Commissaire aux Comptes de:

THE CLOVER, 6, rue d'Arlon, L-8399 Windhof

pour une période venant à échéance lors de l'Assemblée Générale Ordinaire qui statuera sur les comptes annuels arrétés au 31 décembre 2014.

Pour copie conforme

FIDUPAR

Signature

Domiciliaire

Référence de publication: 2015179292/17.

(150198891) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

RO Investments S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2138 Luxembourg, 24, rue Saint Mathieu.
R.C.S. Luxembourg B 154.421.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179326/10.

(150199009) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Quadrum S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2449 Luxembourg, 25A, boulevard Royal.
R.C.S. Luxembourg B 152.827.

Société anonyme constituée par acte du notaire instrumentaire, en date du 28 avril 2010, publié au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1020 du 15 mai 2010.

EXTRAIT

Il a été pris note en date du 4 octobre 2015 que l'adresse de Monsieur Pierre André HARIGA, administrateur de catégorie B de la société Quadrum S.A., RCSL B152827, a changé pour la suivante: Corniche verte 20, B-1150 Bruxelles.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015179302/13.

(150199532) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Radices Fiduciam S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1148 Luxembourg, 16, rue Jean l'Aveugle.
R.C.S. Luxembourg B 139.691.

Extrait du procès-verbal de la réunion de l'Assemblée tenue le 02/11/2015.

Résolution:

Le mandat du réviseur d'entreprises agréé venant à échéance, l'assemblée décide de renouveler le mandat de Grant Thornton Lux Audit S.A., avec siège social au 89A, Pafbruch, L-8303 Capellen, pour procéder à l'audit des comptes pour l'année financière se clôturant au 30/06/2016.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour extrait conforme.

Luxembourg, le 02/11/2015.

Référence de publication: 2015179305/15.

(150198908) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Roubaix S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 12.500,00.**

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.
R.C.S. Luxembourg B 165.318.

Extrait des résolutions prises par l'Associé Unique le 21 octobre 2015

1. La démission de Monsieur Diaudécy BONHOMME de sa fonction de Gérant de catégorie A, en date du 30 septembre 2015 est actée.

2. Monsieur Maxime TOQUE, né le 06 février 1987 à Cholet, France, demeurant professionnellement au 412F, route d'Esch, L-2086 Luxembourg, est nommé en tant que nouveau Gérant de catégorie A de la société, pour une période indéterminée, en remplacement de Monsieur Diaudécy BONHOMME, Gérant démissionnaire.

Fait à Luxembourg, le 21 octobre 2015.

Certifié sincère et conforme

Référence de publication: 2015179316/16.

(150199116) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Star Advisors S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-4306 Esch-sur-Alzette, 29, rue Michel Rodange.

R.C.S. Luxembourg B 77.732.

Les comptes annuels au 31/12/2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015180158/9.

(150200201) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

RS Automotives Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4176 Esch-sur-Alzette, 30, rue Jos Kieffer.

R.C.S. Luxembourg B 175.129.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179332/10.

(150199347) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Shaf Corporation SPF, S.A., Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-1471 Luxembourg, 412F, route d'Esch.

R.C.S. Luxembourg B 15.846.

Les comptes annuels au 31 décembre 2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

SHAF CORPORATION SPF S.A.

Référence de publication: 2015179366/10.

(150199105) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Sonisu S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-4042 Esch-sur-Alzette, 60, rue du Brill.

R.C.S. Luxembourg B 176.621.

Dépôt rectificatif du 13-07-2015 enregistré sous les références L150122631

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015179373/11.

(150199127) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Sofidem S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1631 Luxembourg, 49, rue Glesener.

R.C.S. Luxembourg B 163.725.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 03 novembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015179370/14.

(150198868) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Strawberry Investment S.à r.l., Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 30.000,00.**

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 73.314.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015180160/10.

(150199748) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Topsolar S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-9158 Heiderscheid, 2, Am Clemensbongert.
R.C.S. Luxembourg B 103.244.

Der Jahresabschluss vom 31.12.2014 wurde beim Handels- und Gesellschaftsregister von Luxemburg hinterlegt.
Zwecks Veröffentlichung im Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Weiswampach, den 29. Oktober 2015.

Référence de publication: 2015180187/10.

(150200006) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

ICG Senior Debt Partners SV 1, Société Anonyme de Titrisation.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.
R.C.S. Luxembourg B 175.072.

Les comptes annuels au 31 mars 2015 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.
Luxembourg, le 04 novembre 2015.

Référence de publication: 2015179844/10.

(150199909) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Universal Air Charter, Société à responsabilité limitée.**Capital social: EUR 34.700,00.**

Siège social: L-8156 Bridel, 31, rue Lucien Wercollier.
R.C.S. Luxembourg B 16.694.

Le bilan au 31 décembre 2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Pour la société

Référence de publication: 2015180193/11.

(150200295) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Trustinn Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2220 Luxembourg, 371, rue de Neudorf.
R.C.S. Luxembourg B 170.176.

Les comptes annuels au 31.12.2013 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour TRUSTINN SARL

Société à responsabilité limitée

FIDUCIAIRE DES P.M.E. SA

Référence de publication: 2015180190/12.

(150199756) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Tanin International S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1449 Luxembourg, 18, rue de l'Eau.
R.C.S. Luxembourg B 71.485.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Référence de publication: 2015180174/9.

(150199807) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

e-Space S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-5371 Schuttrange, 9, An der Uecht.
R.C.S. Luxembourg B 114.701.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015180246/10.

(150201142) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Strawberry Investment 2 S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: EUR 131.030.500,00.

Siège social: L-1653 Luxembourg, 2, avenue Charles de Gaulle.
R.C.S. Luxembourg B 135.098.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Signature.

Référence de publication: 2015180161/10.

(150199754) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

Almus S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2212 Luxembourg, 6, place de Nancy.
R.C.S. Luxembourg B 100.788.

Les comptes annuels au 31 décembre 2014 ont été déposés au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Pour la société

Signature

Référence de publication: 2015180257/11.

(150200770) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 6 novembre 2015.

Tex Sàrl, Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2560 Luxembourg, 32, rue de Strasbourg.
R.C.S. Luxembourg B 78.937.

Le bilan au 31/12/2014 a été déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg.
Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxembourg, le 04 novembre 2015.

Pour ordre

EUROPE FIDUCIAIRE (Luxembourg) S.A.

Boîte Postale 1307

L-1013 Luxembourg

Référence de publication: 2015180179/14.

(150200141) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 5 novembre 2015.

SHIP Investor & Cy S.C.A., Société en Commandite par Actions.

Siège social: L-1222 Luxembourg, 2-4, rue Beck.

R.C.S. Luxembourg B 154.897.

In the year two thousand and fifteen, on the fifteenth of October.

Before the undersigned, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary residing in Sanem, Grand Duchy of Luxembourg.

is held

an extraordinary general meeting of shareholders of "SHIP Investor & Cy S.C.A." (the "Company"), a société en commandite par Parts Sociales incorporated and existing under the laws of the Grand-Duchy of Luxembourg, having its registered office at 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 154.897, incorporated pursuant to a deed of the undersigned notary dated 3rd August 2010, whose articles of association have been published in the Mémorial C, Recueil Spécial des Sociétés et Associations (the "Mémorial C") dated 30 September 2010 (number 2046, page 98184). The articles have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated 27 December 2013, published in the Mémorial C dated 2nd April 2014 (number 843, page 40447).

The meeting is presided by Mrs. Linda HARROCH, lawyer, residing in Howald, Luxembourg, in the chair, who appoints as secretary Mrs. Valérie-Anne BASTIAN, private employee, residing in Howald, Luxembourg, who is also elected as scrutineer by the general meeting.

The board of the meeting having thus been constituted, the chairman declares and requests the notary to state:

I. That the agenda of the meeting is the following:

Agenda

1. Dissolution and liquidation of the Company.

2. Appointment of Florida Liquidator Ltd, a Limited Company incorporated in the British Virgin Islands with registered office at PO Box 3175 Road Town, Tortola, British Virgin Islands, as liquidator.

3. Determination of the powers of the liquidator.

4. Miscellaneous.

II. That the shareholders present or represented, the proxyholders of the represented shareholders and the number of their shares are shown on an attendance list; this attendance list, signed by the proxyholders of the represented shareholders and by the board of the meeting, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities. The proxies of the represented shareholders, initialled *ne varietur* by the appearing parties will also remain annexed to the present deed.

III. That all the shareholders of the Company have been validly convened by registered mail sent on the 7th of October 2015.

IV. That the present meeting, representing 96.53 % of share capital, is regularly constituted and may validly deliberate on all the items of the agenda.

Then the general meeting, after deliberation, unanimously takes the following resolutions:

First resolution

The general meeting decides to dissolve and to put the Company into liquidation as of the date of the present deed.

Second resolution

The general meeting decides to appoint, as liquidator of the Company, Florida Liquidator Ltd, a Limited Company incorporated in the British Virgin Islands with registered office at PO Box 3175 Road Town, Tortola, British Virgin Islands.

Third resolution

The general meeting decides that the liquidator shall receive the powers and compensations as determined hereafter.

The liquidator has the broadest powers as provided for by articles 144 to 148 bis of the law of August 10, 1915 on commercial companies, as amended (the "1915 Law").

The liquidator may accomplish all the acts provided for by article 145 of the 1915 Law, without requesting the authorization of the general meeting in the cases in which it is requested.

The liquidator may exempt the registrar of mortgages from proceeding with any automatic registration; renounce all in rem rights, preferential rights, mortgages, actions for rescission; remove any attachment, with or without payment of all the preferential or mortgaged registrations, transcriptions, attachments, oppositions or other encumbrance.

The liquidator is relieved from inventory and may refer to the accounts of the Company.

The liquidator may, under his responsibility, for special or specific operations, delegate to one or more proxies such part of its powers it determines and for the period it will fix.

The liquidator may distribute the Company's assets to The general meeting in cash or in kind to its willingness. Nothing else being on the agenda, and nobody rising to speak, the meeting is closed.

Whereof the present notarial deed was prepared in Luxembourg, on the day mentioned at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that at the request of the appearing person, the present deed is worded in English, followed by a French version, at the request of the same appearing person, and in case of divergences between the English and the French texts, the English version will be preponderant.

The document having been read to the appearing person, known to the notary by her name, first name, civil status and residence, said appearing person signed together with the notary the present deed.

Suit la traduction en français du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le quinze octobre.

Par-devant Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à Sanem, Grand-Duché de Luxembourg.

s'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des associés de «SHIP Investor & Cy S.C.A.» (la «Société») une société en commandite par actions constituée et régie selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 2-4, rue Beck, L-1222 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 154.897, constituée suivant acte reçu par le notaire soussigné en date du 3 août 2010, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations (le «Mémorial C») du 30 septembre 2010, numéro 2046, page 98184. Les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant un acte du notaire soussigné en date du 27 décembre 2013, publié au Mémorial C du 2 avril 2014, numéro 843, page 40447.

L'assemblée est sous la présidence de Madame Linda HARROCH, avocat, demeurant à Howald, Luxembourg, qui désigne comme secrétaire Madame Valérie-Anne BASTIAN, employée, demeurant à Howald, Luxembourg, qui est aussi choisie comme scrutateur.

Le bureau ainsi constitué, le président expose et prie le notaire instrumentant d'acter:

I. - Que la présente assemblée générale extraordinaire a pour ordre du jour:

Ordre du jour

1. Dissolution et liquidation de la Société.

2. Nomination de Florida Liquidator Ltd, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à PO Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, immatriculée au registre des Iles Vierges Britanniques, en tant que liquidateur.

3. Détermination des pouvoirs du liquidateur.

4. Divers.

II. - Que les actionnaires présents ou représentés, les mandataires des actionnaires représentés, ainsi que le nombre des actions qu'ils détiennent sont indiqués sur une liste de présence; cette liste de présence, après avoir été signée par les actionnaires présents, les mandataires des actionnaires représentés ainsi que par les membres du bureau, restera annexée au présent procès-verbal pour être soumise avec lui à la formalité de l'enregistrement. Resteront pareillement annexées aux présentes les procurations des actionnaires représentés, après avoir été paraphées ne varietur par les comparants.

III. - Que l'intégralité du capital social étant présent ou représenté à la présente assemblée, il a pu être fait abstraction des convocations d'usage, les actionnaires présents ou représentés se reconnaissant dûment convoqués et déclarant par ailleurs avoir eu connaissance de l'ordre du jour qui leur a été communiqué au préalable.

III. - Que tous les actionnaires de la Société ont été dûment convoqués par courrier recommandé envoyé le 7 Octobre 2015.

IV. - Que la présente assemblée, réunissant 96,53 % du capital social, est régulièrement constituée et peut délibérer valablement, telle qu'elle est constituée, sur tous les points portés à l'ordre du jour.

Ainsi, l'assemblée générale des actionnaires, après avoir délibéré, prend, à l'unanimité des voix, les résolutions suivantes:

Première résolution

L'assemblée générale décide de dissoudre et de mettre la Société en liquidation en date du présent acte.

Deuxième résolution

L'assemblée générale décide de nommer en tant que liquidateur, Florida Liquidator Ltd, une société à responsabilité limitée constituée et régie selon les lois des Iles Vierges Britanniques, ayant son siège social à PO Box 3175, Road Town, Tortola, Iles Vierges Britanniques, immatriculée au registre des Iles Vierges Britanniques.

Troisième résolution

L'assemblée générale décide que le liquidateur recevra les pouvoirs et rémunérations comme déterminés ci-après.

Le liquidateur a les pouvoirs les plus étendus ainsi que prévu aux articles 144 à 148 bis de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée (la «Loi de 1915»).

Le liquidateur peut accomplir tous les actes visés à l'article 145 de la Loi de 1915, sans demander l'autorisation de l'assemblée générale dans les cas où cette autorisation serait requise.

Le liquidateur peut exempter le registre des hypothèques de faire une inscription automatique; renoncer à tous les droits réels, droits préférentiels, hypothèques, actions en rescision; enlever les charges, avec ou sans paiement de toutes les inscriptions préférentielles ou hypothécaires, transcriptions, charges, oppositions ou autres empêchements.

Le liquidateur n'a pas à faire l'inventaire et peut se référer aux comptes de la Société.

Le liquidateur pourra, sous sa responsabilité, pour des opérations spéciales ou spécifiques, déléguer à un ou plusieurs mandataires une partie de ses pouvoirs dans une étendue et pour une durée qu'il fixera.

Le liquidateur pourra distribuer les actifs de la Société à l'associé unique en numéraire ou en nature selon sa volonté.

Plus rien n'étant à l'ordre du jour et personne ne prenant la parole, l'assemblée est close.

Dont acte, en foi de quoi, le présent document a été préparé à Luxembourg, à la date donnée en tête.

Le notaire soussigné qui comprend et parle anglais déclare qu'à la demande du comparant le présent acte est dressé en langue anglaise suivi d'une traduction française. A la demande de cette même personne et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Le document ayant été lu au comparant, connu du notaire par son nom, prénom, état civil et domicile, le comparant a signé avec le notaire, le présent acte.

Signé: L. HARROCH, V.A. BASTIAN, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 19 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24095. Reçu douze Euros (12.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015176289/129.

(150194775) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

PPS Buitenland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 113.142.

L'an deux mille quinze, le treize octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "PPS Buitenland S.A." (R.C.S. Luxembourg numéro B 113.142) (ci-après, la «Société»), ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 647 du 29 mars 2006, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, en date du 30 janvier 2009, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 567 du 16 mars 2009.

L'assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Magali Witwicki, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les TROIS CENT QUATRE-VINGT-DIX MILLE TROIS CENT TRENTE (390.330) actions nominatives sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la Société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange;

2. Modification subséquente de l'article 4 alinéa 1^{er} des statuts de la Société;

3. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 alinéa 1^{er} des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social -premier alinéa.** Le siège social est établi à Hesperange.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en français suivi d'une version anglaise. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of October.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "PPS Buitenland S.A.", (R.C.S. Luxembourg, section B number 113.142), (hereinafter, the "Company"), having its registered office in L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on November 18, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 647 of March 29, 2006, the articles of which have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, on January 30, 2009, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 567 of March 16, 2009.

The meeting is presided over by Mr Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Magali Witwicki, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the THREE HUNDRED NINETY THOUSAND THREE HUNDRED AND THIRTY (390,330) registered shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1.- Transfer of the registered office of the Company from L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy to L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

2. Consequently amendment of the first paragraph of the article 4 of the articles of incorporation.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to transfer the registered office of the Company from L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy to L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend the first paragraph of the article 4 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

“ **Art. 4. Registered office -first paragraph.** The registered office is established in Hesperange.”

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. WITWICKI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33111. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176179/96.

(150195473) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Corphus Vermögensverwaltung S.A., SPF, Société Anonyme - Société de Gestion de Patrimoine Familial.

Siège social: L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt.

R.C.S. Luxembourg B 201.096.

—
STATUTEN

Im Jahre zwei tausend fünfzehn.

Den einundzwanzigsten Oktober.

Vor dem unterzeichneten Henri BECK, Notar mit dem Amtssitze in Echternach (Grossherzogtum Luxemburg).

Ist erschienen:

Frau Dr. Ilse THURNER, Personalberaterin, wohnhaft in CH-8200 Schaffhausen, Ungarbühlstrasse 27.

Welche Komparentin hier vertreten ist durch Herrn Max GALOWICH, Jurist, beruflich ansässig in L-2530 Luxembourg, 4, rue Henri Schnadt, aufgrund einer Vollmacht unter Privatschrift vom 12. Oktober 2015,

welche Vollmacht, nach gehöriger "ne varietur" Paraphierung durch den Bevollmächtigten und dem amtierenden Notar, gegenwärtiger Urkunde als Anlage beigegeben bleibt um mit derselben einregistriert zu werden.

Welche Komparentin, vertreten wie vorerwähnt, den handelnden Notar ersuchte die Satzungen einer zu gründenden Aktiengesellschaft wie folgt zu beurkunden:

I. - Firma, Sitz, Zweck, Dauer und Kapital

Art. 1. Es wird andurch eine Aktiengesellschaft, als Verwaltungsgesellschaft für Familienvermögen, gegründet, welche durch gegenwärtige Satzung sowie durch die zutreffenden gesetzlichen Bestimmungen geregelt ist.

Die Gesellschaft führt die Bezeichnung CorphuS Vermögensverwaltung S.A., SPF.

Art. 2. Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in Luxemburg.

Art. 3. Zweck der Gesellschaft ist der Erwerb und Halten sowie die Verwaltung und Veräußerung von finanziellen Vermögenswerten im Sinne des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die SPF. Die Gesellschaft kann Guthaben jeglicher Art, welche auf einem Konto geführt werden können halten, verwalten und veräußern.

Die Gesellschaft kann keinerlei kommerzielle Aktivität ausüben und kein dem Publikum zugängliches Handelsgeschäft betreiben.

Die Gesellschaft wird alle zur Wahrung ihrer Rechte gebotenen Massnahmen treffen und alle Handlungen vornehmen, welche Ihrem Zweck entsprechen oder diesen fördern; sie wird ihre Geschäfte im Rahmen des Gesetzes vom 11. Mai 2007 über die Gesellschaft für die Verwaltung von Familienvermögen abwickeln.

Art. 4. Die Dauer der Gesellschaft ist unbeschränkt und beginnt am Tage der Gründung.

Eine vorzeitige Auflösung der Gesellschaft kann unter Beachtung der für Satzungsänderungen vorgesehenen gesetzlichen Bestimmungen, durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre respektive durch Beschluss des alleinigen Anteilhabers erfolgen.

Art. 5. Das Gesellschaftskapital beträgt ZWEIUNDDREISSIG TAUSEND EURO (EUR 32.000.-) und ist aufgeteilt in ein hundert (100) Aktien mit einem Nennwert von je DREI HUNDERT ZWANZIG EURO (EUR 320.-).

Die Aktien lauten auf den Namen oder den Inhaber, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers, mit Ausnahme der Aktien für welche das Gesetz die Form von Namensaktien vorschreibt.

Inhaberaktien unterliegen den Bestimmungen des Gesetzes von 28. Juli 2014.

An Stelle von Einzelaktien können Zertifikate über eine Mehrzahl von Aktien ausgestellt werden, nach Wahl der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers.

Im Falle einer Kapitalerhöhung werden die neuen Aktien mit denselben Rechten ausgestattet sein wie die bestehenden Aktien.

Art. 6. Das Grundkapital kann durch Beschluss einer aussergewöhnlichen Generalversammlung der Aktionäre oder des alleinigen Anteilhabers erhöht oder herabgesetzt werden. Dieser Beschluss muss den für Satzungsänderungen vorgeschriebenen gesetzlichen Formen und Voraussetzungen genügen.

II. - Verwaltung und Aufsicht

Art. 7. Im Falle von mehreren Aktionären wird die Gesellschaft durch einen Verwaltungsrat von mindestens drei Mitgliedern verwaltet, welche nicht Aktionäre zu sein brauchen. Die Generalversammlung bezeichnet die Verwaltungsratsmitglieder und bestimmt deren Zahl. Die Verwaltungsratsmitglieder sind berechtigt die vorläufige Besetzung eines vakanten Sitzes im Verwaltungsrat vorzunehmen; die nächstfolgende Generalversammlung bestellt dann endgültig das neue Verwaltungsratsmitglied.

Im Falle eines alleinigen Anteilhabers oder für den Fall wo bei einer Generalversammlung der Aktionäre festgestellt wird dass nur ein einziger Anteilhaber alle Aktien hält, kann die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder auf ein Mitglied herabgesetzt werden, bis zur ersten ordentlichen Generalversammlung, nach der Feststellung dass die Gesellschaft mehrere Aktionäre hat.

Die Verwaltungsratsmitglieder oder der alleinige Verwalter werden von der Generalversammlung der Aktionäre beziehungsweise durch den alleinigen Anteilhaber ernannt.

Die Amtsdauer des Verwaltungsrates oder des alleinigen Verwalters beträgt höchstens sechs (6) Jahre.

Das oder die Verwaltungsratsmitglieder sind wiederwählbar und jederzeit abrufbar.

Art. 8. Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern, bezeichnet der Verwaltungsrat aus seiner Mitte einen Vorsitzenden. Der Verwaltungsrat wird durch den Vorsitzenden oder im Falle dessen Verhinderung, durch zwei Mitglieder einberufen.

Die Gültigkeit der Beratungen und Beschlüsse des Verwaltungsrates ist bei Anwesenheit der Mehrheit der Verwaltungsratsmitglieder gegeben. Die Vertretung ist nur zulässig unter Verwaltungsratsmitgliedern.

In Dringlichkeitsfällen sind die Verwaltungsratsmitglieder befugt, brieflich oder auch durch elektronische Übermittlung zur Tagesordnung abzustimmen.

Die Beschlüsse werden mit Stimmenmehrheit gefasst; bei Stimmgleichheit ist die Stimme des Vorsitzenden ausschlaggebend.

Art. 9. Die Beschlüsse des Verwaltungsrates werden in Protokollen festgehalten, welche in einem Spezialregister eingetragen werden, und werden durch wenigstens ein Verwaltungsratsmitglied unterzeichnet.

Abschriften und Auszüge dieser Protokolle welche vor Gericht oder anderswo zur Verwendung kommen, werden von dem Vorsitzenden oder zwei Verwaltungsratsmitgliedern oder durch den alleinigen Verwalter beglaubigt.

Art. 10. Der Verwaltungsrat respektive der alleinige Verwalter haben die weitestgehenden Befugnisse zur Geschäftsführung und treffen alle ihnen zur Erfüllung des Gesellschaftszweckes notwendig erscheinenden Verfügungen und Verwaltungsmassnahmen.

Ihre Zuständigkeit ist nur beschränkt durch die der Generalversammlung gemäss Gesetz und laut den gegenwärtigen Statuten vorbehaltene Beschlüsse.

Art. 11. Die tägliche Geschäftsführung sowie die Vertretung der Gesellschaft hinsichtlich dieser täglichen Geschäftsführung, kann Verwaltungsratsmitgliedern, Direktoren, Verwaltern oder anderen Angestellten ob Aktionäre oder nicht, vom Verwaltungsrat oder von dem alleinigen Verwalter übertragen werden, welche deren Befugnisse festlegt. Erfolgt die Übertragung an ein Verwaltungsratsmitglied, so bedarf es der vorherigen namhaften Ermächtigung durch die Generalversammlung.

Es steht dem Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu Spezialvollmachten für Rechtsgeschäfte zu erteilen zu denen sie selbst befugt sind.

Dritten gegenüber wird die Gesellschaft wie folgt verpflichtet:

- Im Falle eines alleinigen Verwalters unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift.
- Im Falle von mehreren Verwaltungsratsmitgliedern durch die gemeinsamen Unterschriften von zwei Verwaltungsratsmitgliedern
- oder durch die alleinige Unterschrift des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes oder Verwalters, handelnd im Rahmen der täglichen Geschäftsführung, falls ein solcher genannt ist.

Spezialbevollmächtigte verpflichten die Gesellschaft Dritten gegenüber im Umfange des ihnen erteilten Mandates.

Im Geschäftsverkehr mit öffentlichen Verwaltungen wird die Gesellschaft durch den alleinigen Verwalter respektive durch ein beliebiges Verwaltungsratsmitglied rechtsgültig vertreten.

Die Gesellschaft wird gerichtlich sei es als Klägerin oder Beklagte, durch den alleinigen Verwalter oder durch den Verwaltungsrat auf Betreiben des Präsidenten oder des delegierten Verwaltungsratsmitgliedes vertreten.

Art. 12. Die Aufsicht der Gesellschaft obliegt einem oder mehreren Kommissaren, deren Zahl durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber, die ihre Ernennung vornimmt, festgelegt wird.

Auch Nicht-Gesellschafter können zu Kommissaren ernannt werden. Die Amtsdauer der Kommissare beträgt höchstens sechs Jahre. Sie können jedoch wiedergewählt werden und sind jederzeit abrufbar.

Die ihm zustehende Befugnisse ergeben sich aus Artikel 62 des Gesetzes vom 10. August 1915.

III. - Generalversammlung

Art. 13. Im Falle eines alleinigen Anteilhabers übernimmt dieser sämtliche Befugnisse die durch das Gesetz der Versammlung der Aktionäre verliehen sind. Seine Beschlüsse werden schriftlich festgehalten.

Im Falle von mehreren Aktionären vertritt jede rechtsgültige einberufene und zusammengesetzte Generalversammlung die Gesamtheit der Aktionäre; dieselbe ist weitgehendst befugt, sämtliche die Gesellschaft betreffenden Rechtshandlungen und Rechtsgeschäfte zu tätigen und gutzuheissen.

Art. 14. Die ordentliche Generalversammlung findet alljährlich am dritten Freitag des Monats Juni um 10.00 Uhr statt am Sitz der Gesellschaft oder an dem in der Einberufung angegebenen Ort.

Sollte dieses Datum auf einen Feiertag fallen, so wird die Versammlung auf den nächstfolgenden Werktag verlegt.

Jede einzelne Aktie gewährt eine Stimme. Im Falle von mehreren Aktionären, kann jeder Aktionär sich in der Generalversammlung durch einen Bevollmächtigten vertreten lassen; soweit gesetzlich nichts anderes bestimmt ist, fasst die Generalversammlung ihre Beschlüsse mit einfacher Mehrheit der abgegebenen Stimmen.

Im Falle von mehreren Aktionären kann der Verwaltungsrat alle anderen, durch die Aktionäre zu vollbringenden Bedingungen, um an der Generalversammlung der Aktionäre teilzunehmen, bestimmen.

Eine ausserordentliche Generalversammlung kann durch den Verwaltungsrat beziehungsweise durch den alleinigen Verwalter oder durch den oder die Kommissare einberufen werden. Auf schriftliche Anfrage der Aktionäre, welche zehn Prozent (10%) des Gesellschaftskapital vertreten, muss sie einberufen werden.

Art. 15. Im Falle von mehreren Aktionären und falls sämtliche Aktionäre das Gesamtkapital vertreten, können Generalversammlungen auch ohne vorherige Einberufungen stattfinden.

IV. - Geschäftsjahr und Gewinnverteilung

Art. 16. Das Geschäftsjahr beginnt alljährlich am ersten Januar und endet am einunddreissigsten Dezember desselben Jahres.

Art. 17. Fünf Prozent des Reingewinns fliessen solange dem Reservefonds zu, bis dieser zehn Prozent des Gesellschaftskapitals erreicht hat.

Darüber hinaus verfügt die Generalversammlung über den Saldo nach Gutdünken.

Die etwa auszuschüttende Dividende gelangt an den, vom Verwaltungsrat oder dem alleinigen Verwalter zu bestimmenden Orten und Zeitpunkten zur Auszahlung.

V. - Auflösung, Liquidation, Beglaubigung und Kosten

Art. 18. Die Generalversammlung oder der alleinige Anteilhaber ist jederzeit befugt, die Auflösung der Gesellschaft zu beschliessen. Bei Auflösung der Gesellschaft sei es durch Ablauf der Vertragsdauer oder auch vorzeitig werden Liquidatoren ernannt; zu Liquidatoren können sowohl physische Personen als auch Gesellschaften ernannt werden;

Deren Bestellung und die Festlegung ihrer Bezüge erfolgt durch die Generalversammlung oder durch den alleinigen Anteilhaber.

Art. 19. Im Übrigen, besonders hinsichtlich der durch die gegenwärtigen Satzungen nicht erfassten Bestimmungen, unterliegt die Gesellschaft den gesetzlichen Bestimmungen, namentlich denjenigen des Gesetzes vom 10. August 1915 über die Handelsgesellschaften und dessen Abänderungsgesetzen, namentlich die Abänderung durch das Gesetz vom 25. August 2006, sowie das Gesetz vom 11. Mai 2007.

Erklärung

Der amtierende Notar erklärt ausdrücklich, dass die durch Artikel 26 des Gesetzes vom zehnten August eintausendneunhundertfünfzehn über die Handelsgesellschaften vorgeschriebenen Bedingungen erfüllt sind.

Übergangsbestimmungen

- 1) Das erste Geschäftsjahr beginnt am heutigen Tage und endet am 31. Dezember 2015.
- 2) Die erste ordentliche Generalversammlung findet im Jahre 2016 statt.

Zeichnung und Einzahlung der Aktien

Nach erfolgter Festlegung der Satzung erklärt die alleinige Anteilhaberin die ein hundert (100) Aktien zu zeichnen.

Sämtliche Aktien wurden voll und in bar eingezahlt demgemäss verfügt die Gesellschaft ab sofort uneingeschränkt über den Betrag von ZWEIUNDREISSIG TAUSEND EURO (€ 32.000.-), wie dies dem Notar ausdrücklich nachgewiesen wurde.

Gründungskosten

Die der Gesellschaft obliegenden Gründungskosten irgendwelcher Art werden abgeschätzt auf ungefähr ein tausend drei hundert Euro (EUR 1.300.-).

Ausserordentliche Generalversammlung

Alsdann nimmt die alleinige Anteilhaberin, vertreten wie vorerwähnt, folgende Beschlüsse:

1.- Die Zahl der Verwaltungsratsmitglieder und die Zahl der Kommissare wird auf jeweils einen (1) festgesetzt.

Zum alleinigen Verwalter wird bestellt:

Herr Dr. Dieter WIELOWSKI, Sonderbotschafter, wohnhaft in CH-8200 Schaffhausen, Ungarbühlstrasse 27, welcher die Gesellschaft unter allen Umständen durch seine alleinige Unterschrift rechtsgültig vertreten und verpflichtet kann.

3.- Zum Kommissar wird bestellt:

Die Aktiengesellschaft LUX-AUDIT S.A., mit Sitz in L-1510 Luxemburg, 57, avenue de la Faïencerie, eingetragen im Handels- und Gesellschaftsregister Luxemburg unter der Nummer B 25.797.

4.- Die Mandate des alleinigen Verwalters und des Kommissars enden bei Gelegenheit der jährlichen Generalversammlung des Jahres 2020.

5.- Der Sitz der Gesellschaft befindet sich in L-2530 Luxemburg, 4, rue Henri Schnadt.

WORÜBER URKUNDE Aufgenommen in Luxemburg, Am Datum wie eingangs erwähnt.

Und nach Vorlesung alles Vorstehenden an den Bevollmächtigten der Komparentin, dem Notar nach Namen, gebräuchlichen Vornamen, Stand und Wohnort bekannt, hat derselbe gegenwärtige Urkunde mit Uns Notar unterschrieben.

Gezeichnet: I. THURNER, Henri BECK.

Enregistré à Grevenmacher Actes Civils, le 23 octobre 2015. Relation: GAC/2015/9021. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €.

Le Receveur ff. (signé): C. PIERRET.

FÜR GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, auf Begehrt erteilt, zwecks Hinterlegung beim Handels- und Gesellschaftsregister.

Echternach, den 2. November 2015.

Référence de publication: 2015177365/177.

(150197817) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

CIMW, Centre d'Intervention Mertert-Wasserbillig, A.s.b.l., Association sans but lucratif.

Siège social: L-6684 Mertert, 35, rue du Parc.

R.C.S. Luxembourg F 1.415.

CHANGEMENT DE STATUTS

Suite à l'assemblée générale extraordinaire du 19.10.2015

Art. 1^{er}. Inchangé

Art. 2. inchangé

Art. 3 - à remplacer par:

Art. 3. Dauer. Die Dauer der Vereinigung ist unbegrenzt.

Art. 4 - à remplacer par:

Art. 4. Aufgaben.

a) Die Tradition aufrechtzuerhalten.

b) Die Kameradschaft unter ihren Mitgliedern zu fördern und zu pflegen.

c) Den für die Gemeinde zuständigen Feuerlösch- und Rettungsdienst moralisch und finanziell zu unterstützen.

d) Neue, aktive Mitglieder für den unter Art.4c) aufgeführten Feuerlösch- und Rettungsdienst anzuwerben.

e) Die Aufrechterhaltung einer Jugendfeuerwehr.

Die „cimw a.s.b.l.“ kann alle, zu ihrem Geschäftszweck nötigen Tätigkeiten und Akte ausführen.

Die Vereinigung ist politisch, religiös und ideologisch neutral.

Art. 5. Inchangé.

Art. 6 à Art. 50 sont à remplacer par les Art. 6 à 35 suivants:

Kapitel II. Mitglieder

Art. 6. Mitgliedschaft. Das Centre d'Intervention Mertert-Wasserbillig a.s.b.l. besteht aus:

- Mitgliedern
- Ehrenmitgliedern

Die Zahl sämtlicher Mitglieder ist unbegrenzt.

Art. 7. Die Mitglieder.

- a) Mitglied kann jeder unbescholtene Bürger, beiderlei Geschlechtes, ab dem Alter von 8 Jahren werden.
- b) Die Aufnahme erfolgt durch den Vorstand. Eine eventuelle Ablehnung ist zu begründen und dem Antragsteller schriftlich mitzuteilen.
- c) Das Mindestalter ist 8 Jahre. Für Jugendliche bis zum 18. Lebensjahr ist eine schriftliche Zustimmung der Eltern oder des Erziehungsberechtigten erforderlich.
- d) Das Mitglied ist ab dem 16. Lebensjahr in der Generalversammlung stimmberechtigt.
- e) Das Mitglied hat das Recht und die Pflicht bei der Gestaltung der „cimw a.s.b.l.“ aktiv mitzuwirken.
- f) Das Mitglied hat das Recht in eigener Sache gehört zu werden.
- g) Jedes Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung die im Rahmen dieser Statuten gegebenen Anordnungen genau zu befolgen.
- h) Jedes Mitglied übernimmt freiwillig die Verpflichtung, soweit als möglich, sich an allen Aktivitäten zu beteiligen und aktiv am Gedeihen und Ansehen der „cimw a.s.b.l.“ teilzunehmen.

Art. 8. Ordnungsmaßnahmen. Bei Verstößen gegen die Statuten der „cimw a.s.b.l.“ können nachfolgende Ordnungsmaßnahmen ergriffen werden:

- a) Der Verweis unter vier Augen durch den Präsidenten;
- b) Verweis vor dem Vorstand;
- c) Der Ausschluss aus der Vereinigung durch den Vorstand. Die Abstimmung erfolgt in einer geheimen Wahl. Der Vorstand ist in diesem Fall nur beschlussfähig, wenn mindestens drei Viertel seiner Mitglieder anwesend sind (siehe auch Art. 10c).

Alle Vorstandsmitglieder können ihres Postens durch die Generalversammlung enthoben werden, wenn sie gegen die Statuten der „cimw a.s.b.l.“ verstoßen, ihren Aufgaben nicht gewachsen sind oder sie vernachlässigen.

Gegen die Ordnungsmassnahmen steht jedem Mitglied der „cimw a.s.b.l.“ das Recht auf Beschwerde zu. Diese muss spätestens 2 Wochen nach Ausspruch der Ordnungsmaßnahme schriftlich beim Vorstand eingebracht werden, welcher dann darüber entscheidet. Die Entscheidung wird dem Beschwerdesteller per Einschreiben mit Empfangsbestätigung mitgeteilt.

Art. 9. Ehrenmitgliedschaft. Ehrenmitglied kann jeder werden, der die „cimw a.s.b.l.“ in irgendeiner Weise unterstützt oder fördert. Ehrenmitglieder sind in der Generalversammlung nicht stimmberechtigt und haben kein Mitspracherecht.

Art. 10. Erlöschen der Mitgliedschaft. Die Aktivität des Mitgliedes erlischt durch:

- a) Tod;
- b) freiwilligen Austritt;
- c) Ausschluss durch den Vorstand:

Der Ausschluss eines Mitglieds wird durch den Vorstand gemäss Artikel 8 c) mit einer zwei Drittel - Stimmenmehrheit in folgenden Fällen vorgenommen; wenn ein Mitglied,

- schwerwiegend gegen die gegenwärtigen Statuten verstoßen hat;
- durch eine Tat oder Nachlässigkeit seinem Ruf oder seiner persönlichen Ehre, dem Ruf oder Ehre eines anderen Mitglieds, oder dem Ruf oder Ehre der „cimw a.s.b.l.“ geschadet hat;
- die vom Vorstand und der Generalversammlung festgelegten Anzahl der Beteiligungen an Ausmärschen und Veranstaltungen nicht erreicht;
- ohne begründete Entschuldigung der Vorladung zum Verweis vor den Vorstand keine Folge leistet.

Vorschlagsrecht, ob und wann ein Mitglied ausgeschlossen wird, besitzt der Präsident der „cimw a.s.b.l.“.

Bei Austritt oder Ausschluss eines Mitgliedes besteht weder Anrecht auf Aus- oder Rückzahlung aus dem Vermögen der „cimw a.s.b.l.“, noch Anspruch an irgendeinen finanziellen oder anderen Besitz der Vereinigung.

Das austretende oder ausgeschlossene Mitglied ist verpflichtet, das zu seiner Verfügung gestellte Eigentum der „cimw a.s.b.l.“ unverzüglich und unvermittelt dem Präsidenten der „cimw a.s.b.l.“ oder dessen Stellvertreter auszuhändigen. Für etwaige böswillig verursachte Schäden muss es aufkommen. Nachkommen eines verstorbenen Mitgliedes haben keinen Anspruch auf Aus- oder Rückzahlung aus dem Vermögen der „cimw a.s.b.l.“.

Art. 11. Mitgliederbeitrag. Ob ein Mitgliederbeitrag erhoben wird entscheidet die Generalversammlung. Der Mitgliederbeitrag wird vom Vorstand vorgeschlagen und von der Generalversammlung bestätigt. Der Mitgliederbeitrag ist innerhalb einer Frist von 6 Monaten zu zahlen.

Kapitel III. Der Vorstand

Art. 12. Zusammensetzung. Die Leitung der Vereinigung geschieht durch den Vorstand, an dessen Spitze der Präsident der „cimw a.s.b.l.“ steht. Mindestens 5 Mitglieder des Vorstandes müssen aktive Mitglieder des für die Gemeinde zuständigen Feuerlösch- und Rettungsdienstes sein. Dem Vorstand gehören maximal 9 Personen an:

- a) der Präsident
- b) der Vize-Präsident
- c) ein Offizier des zuständigen Feuerlösch- und Rettungsdienstes (wird von den Offizieren bestimmt und nicht von der Generalversammlung gewählt)
- d) der Kassierer
- e) der Sekretär
- f) der Jugendbeauftragter
- g) die Beisitzenden

Jedes Vorstandsmitglied kann prinzipiell nur eine Funktion übernehmen.

Art. 12 bis. Übergangsbestimmung. Der Vorstand setzt sich am Tage der Unterzeichnung dieser Statutenänderung aus 15 Mitgliedern zusammen. In der Generalversammlung im ersten Quartal des Jahres 2016 steht der Präsident, aktuell Leiter des Einsatzzentrums Mertert-Wasserbillig, sowie 6 Vorstandsmitglieder zur Wahl/Wiederwahl. Bis zum Wahlgeschäft des Jahres 2018 besteht der Vorstand aus maximal 15 Personen, bis zum Wahlgeschäft des Jahres 2020 aus maximal 12 Personen. Ab dem Jahre 2020 setzt sich der Vorstand dann aus der unter Art.12 beschriebenen Vorstandsmitgliederzahl zusammen.

Art. 13. Wahl der Verantwortlichen.

a) Alle Vorstandsmitglieder, mit Ausnahme der unter Art.12.c) genannten Person, werden in verschränkter Reihenfolge auf die Dauer von 4 Jahren von der Generalversammlung in geheimer Wahl bestellt, und zwar so, dass die Wahl der Hälfte des Vorstandes in die Mitte der Amtszeit der anderen Hälfte fällt. Bei eventueller Stimmgleichheit entscheidet die Wahl zu Gunsten des Kandidaten mit der längsten Mitgliedschaft.

b) Kandidaturen für einen unter Art.12 angeführten Vorstandsposten sind bis spätestens 4 Tage vor der Generalversammlung, falls nicht anders vermerkt, schriftlich an den Präsidenten zu richten.

c) Austretende Mitglieder des Vorstandes sind wieder wählbar und brauchen ihre Kandidatur nicht mehr zu stellen. Eine mündliche Bestätigung in der letzten Vorstandssitzung vor der Generalversammlung genügt.

d) Die gewählten Vorstandsmitglieder bestimmen unter sich, gegebenenfalls durch Abstimmung, die Besetzung der unter Art.12 (b,d,e) vorgesehenen Ämter.

e) Um sich für einen unter Art.12 angeführten Posten zu bewerben, muss der/die Kandidat/Kandidatin mindestens 18 Jahre alt sein, sowie seit mindestens 1 Jahr Mitglied der Vereinigung sein. (Die Bedingung der Mitgliedschaftsdauer kann von der Generalversammlung aufgehoben werden).

f) Die Vorstandsmitglieder treten aus ihrem Amt aus durch:

- freiwilligen Austritt
- Abberufung
- Ausschluss
- Ableben

Im Falle des Ausscheidens des Präsidenten übernimmt die stellvertretende Person das Amt bis zur nächsten Generalversammlung. Wird ein anderer Vorstandsposten während des Geschäftsjahres frei, so liegt es im Ermessen des Vorstandes

- diesen Posten neu zu besetzen, unbeschadet der Bestätigung durch die nächste Generalversammlung, oder
- eine ausserordentliche Generalversammlung zwecks Neubesetzung dieses Postens einzuberufen.

Im Falle einer Neubesetzung vor Ablauf der normalen Mandatsdauer übernimmt das neue Vorstandsmitglied den Posten für die restliche Mandatsdauer.

Fehlt ein Vorstandsmitglied unentschuldig bei drei aufeinanderfolgenden Vorstandssitzungen, so scheidet es automatisch aus dem Vorstand aus.

Ein vorzeitig auf eigenen Wunsch hin, austretendes Mitglied muß schriftlich beim Präsidenten demissionieren.

Art. 14. Befugnisse des Vorstandes. Der Vorstand ist das Organ, welches sämtliche Aktivitäten der Vereinigung organisiert. Er ist allein zuständig, die Finanzmittel der Vereinigung zu verwalten. Er hat die weitgehendsten Befugnisse zur Führung der Amtsgeschäfte. Alles was nicht ausdrücklich durch vorliegende Statuten oder durch das Gesetz der Generalversammlung vorbehalten ist, gehört zu seinem Aufgabenbereich.

Der Vorstand hat zusätzlich folgende Kompetenzen:

- Erlassen, Abändern oder Annullieren von internen Reglementen;
 - Erteilen von allgemeinen oder speziellen Vollmachten, darunter Bankvollmachten an den Kassierer und eventuell an andere Vorstandsmitglieder;
 - Festlegung seiner internen Aufgabenverteilung und Ämter;
 - Einberufung der Generalversammlung;
 - Festlegung der Tagesordnung der Generalversammlung;
 - Aufstellen des Kassenberichtes;
 - Aufstellen des Tätigkeitsberichtes;
 - Sämtlicher die Vereinigung betreffender Schriftverkehr;
 - Der Vorstand kann beschliessen, genau definierte Aufgaben, zeitlich begrenzt, an bestimmte Personen zu delegieren;
 - Er kann Kommissionen einsetzen, denen jedoch mindestens ein Vorstandsmitglied angehören muss;
 - Er kann Einzelpersonen als Berater oder Beobachter einsetzen;
- Alle Gerichtsverfahren werden im Namen der „cimw a.s.b.l.“ durch den Vorstand, vertreten durch den Präsidenten, geführt.

Art. 15. Der Präsident, sein Stellvertreter und die Beisitzenden.

1) Die Aufgaben des Präsidenten:

- a) der Vorsitz und die Leitung der Vorstandssitzungen und der Generalversammlung;
- b) die Beurkundung mit dem Sekretär, der Sitzungsberichte, der Korrespondenz und aller wichtigen Schriftstücke;
- c) die schriftliche Anweisung von zu zahlenden Beträgen und das Abzeichnen zur Freigabe von zu tätigen Zahlungen;
- d) die Vertretung der „cimw a.s.b.l.“ bei öffentlichen Anlässen;
- e) die Vertretung des Vorstandes bei etwaigen Gerichtsverfahren.

2) Die Aufgaben des Vize-Präsidenten bestehen in der Unterstützung der Mission des Präsidenten und seine Vertretung im Abwesenheits- oder Verhinderungsfall.

3) Die Aufgaben der Beisitzenden bestehen in der Aufnahme der Interessen der Mitglieder. Sie unterbreiten diese Interessen dem Präsidenten resp. dem Vorstand. Sie sind das Bindeglied zwischen den Mitgliedern und dem Vorstand.

Art. 16. Zusammenkünfte; Beschlussfähigkeit. Der Vorstand versammelt sich nach Einberufung durch den Präsidenten der „cimw a.s.b.l.“ oder den Sekretär jedesmal wenn dies im Interesse der Vereinigung nötig ist, oder wenn mindestens drei der Vorstandsmitglieder dies wünschen.

Der Vorstand ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte seiner Mitglieder anwesend ist, mit Ausnahme über Entscheidungen zu Artikel 8 c) vorliegender Statuten. Ist eine Vorstandssitzung ein erstes Mal wegen Mangel an Teilnehmern nicht beschlussfähig (siehe auch Art. 10c), so ist sie es jedoch in jedem Fall, wenn sie ein zweites Mal einberufen wird.

Die Entscheidungen werden mit einfacher Mehrheit der anwesenden aktiven Mitgliedern getroffen. Die Stimmenthaltungen werden zur Festlegung der notwendigen Mehrheit zur Annahme eines Beschlusses nicht mitgerechnet. Bei Stimmgleichheit entscheidet die Stimme des Präsidenten der „cimw a.s.b.l.“ oder bei Abwesenheit die seines Vertreters gemäß Artikel 15 pt.2 oder die Angelegenheit wird auf die kommende Sitzung vertagt.

Der Schriftführer erstellt ein Protokoll der Vorstandssitzungen, das allen Vorstandsmitgliedern zur Einsicht gebracht wird. Ist eine Mehrheit der Meinung, daß das Protokoll nicht die getroffenen Beschlüsse richtig wiedergibt, ist es dementsprechend vom Schriftführer abzuändern. Nach Ermessen des Vorstandes können Abstimmungen in geheimer Wahl abgehalten werden.

Art. 17. Vergabe von Aufgaben durch den Vorstand. Für genau definierte Aufgaben kann der Vorstand andere Personen heranziehen, um zeitlich begrenzte Kommissionen oder Organisationskomitees zu bilden.

Art. 18. Sekretär; Kassierer; Kassenrevisoren.

a) Der Sekretär der „cimw a.s.b.l.“ führt das Mitgliederverzeichnis. Dieses muss, ausser den Personalangaben wie Name, Vorname, Geburtsort und -datum, sowie Wohnort der Mitglieder, auch das Eintritts- und gegebenenfalls das Austrittsdatum derselben beinhalten.

Er erledigt schriftliche Arbeiten, wie Korrespondenz, Einberufung zu Generalversammlung, Vorstandssitzung, Ausgängen und Veranstaltungen.

Er verfasst Berichte über Vorstandssitzungen und über Generalversammlungen.

b) Der Kassierer versieht das Kassenwesen der „cimw a.s.b.l.“. Er führt ordnungsgemäss Buch über Einnahmen und Ausgaben und legt Rechnung ab. Zahlungen dürfen nur geleistet und Rechnungen nur beglichen werden, wenn der Präsident der „cimw a.s.b.l.“ die Erlaubnis erteilt hat oder sie abgezeichnet hat.

Er vertritt die Vereinigung gegenüber Geldinstituten bei allen laufenden Geschäften.

Kassen- und Buchführung sind halbjährlich von den Kassenrevisoren auf ihre Richtigkeit zu prüfen, sowie abzuzeichnen. Nach erfolgter Prüfung berichten die Kassenrevisoren dem Vorstand und der Generalversammlung. Der Kassierer erhält Entlastung durch die Generalversammlung.

Der Kassierer hält das Kassen- und das Kontenbuch dem Vorstand zu jeder Zeit zur Einsicht bereit.

c) Die Generalversammlung bestimmt jedes 2te Jahr 3 Kassenrevisoren, welche dem Vorstand nicht angehören dürfen, nicht im ersten oder zweiten Verwandtschaftsgrad zum Kassierer stehen dürfen und nicht (Ehe)partner des Kassierers sein dürfen.

Kapitel IV. Generalversammlung

Art. 19. Zeitpunkt. Die alljährliche ordentliche Generalversammlung muß im ersten Drittel des folgenden Jahres abgehalten werden.

Art. 20. Einberufung. Eine ausserordentliche Generalversammlung kann jederzeit auf Wunsch des Vorstandes hin einberufen werden.

Aufgrund einer schriftlichen und begründeten, von wenigstens einem Fünftel der Mitglieder unterschriebenen Anfrage, muß innerhalb eines Monats der Vorstand eine aussergewöhnliche Generalversammlung einberufen.

Die Einberufung einer Generalversammlung und ihre Tagesordnung muß den Mitgliedern mindestens zehn Tage im voraus schriftlich vom Vorstand mitgeteilt werden. Bei jedem aussergewöhnlichen oder dringenden Fall, nach Ermessen des Vorstandes, kann die Frist von zehn Tagen gekürzt werden.

Art. 21. Tagesordnung. Der Vorstand bestimmt die Tagesordnung der Generalversammlung. Alle Vorschläge, welche von einem Zehntel der Mitglieder der „cimw a.s.b.l.“ unterschrieben sind, müssen auf die Tagesordnung gesetzt werden, wenn sie bis spätestens 14 Tage vor dem Datum der Generalversammlung beim Präsidenten abgeliefert wurden.

Von der Generalversammlung können nur Beschlüsse getroffen werden zu Punkten, welche auf der Tagesordnung stehen.

Art. 22. Ablauf. Die Generalversammlung wird vom Präsidenten oder dessen Stellvertreter geleitet. Die Generalversammlung ist öffentlich. Jedoch besitzen nur Mitglieder ab 16 Jahren Stimmrecht.

Die Generalversammlung ist beschlussfähig, wenn mindestens die Hälfte der stimmberechtigten Mitglieder anwesend ist. Ist dies nicht der Fall, so muss innerhalb drei Wochen eine ausserordentliche Generalversammlung mit derselben Tagesordnung einberufen werden, welche in jedem Fall beschlussfähig ist.

Jedes anwesende stimmberechtigte Mitglied verfügt über eine Stimme. Beschlüsse werden mit einfacher Stimmenmehrheit gefasst, sofern die Statuten dies nicht anders bestimmen. Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

Art. 23. Befugnisse. Die Generalversammlung hat folgende Befugnisse:

- a) die geheime Wahl vom Präsidenten, sowie der Vorstandmitglieder;
- b) die Genehmigung der Tätigkeits-, Kassen-, und Kassenprüfberichte;
- c) die Entlastung des Kassiers;
- d) die Bestimmung von 3 Kassenrevisoren;
- e) die Festlegung der Mitgliederbeiträge;
- f) die Genehmigung des Budgets;
- g) die Beratung und Beschlussfassung über eingebrachte Anträge;
- h) die Abänderung der Statuten gemäss Artikel 8 und 9 des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928.
- i) die Auflösung der „cimw a.s.b.l.“ gemäss Art.20 und 21 des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928.

Art. 24. Beschlüsse. Die Generalversammlung faßt alle Beschlüsse mit einfacher Mehrheit. Einzige Ausnahme hierzu sind Statutenänderungen. Falls mehr als ein Viertel der anwesenden Mitglieder es wünscht, muß in geheimer Wahl zum betreffenden Punkt abgestimmt werden. Die Auflösung der „cimw a.s.b.l.“ wird wie eine Statutenänderung gehandhabt.

Kein Mitglied kann mehr als eine Stimme abgeben. Schriftliche Vollmachten von abwesenden Mitgliedern sind nicht erlaubt.

Es darf keine Beschlußfassung über einen Punkt geben, der nicht auf der Tagesordnung stand. Stimmgleichheit bedeutet Ablehnung.

Art. 25. Statutenänderung. Über eine eventuelle Statutenänderung entscheidet die Generalversammlung. Die Generalversammlung kann die Statuten nur abändern, wenn die zur Änderung anstehenden Punkte in der Einberufung zur Generalversammlung aufgeführt sind und wenn zwei Drittel der aktiven Mitglieder anwesend sind.

Wenn keine zwei Drittel der Mitglieder anwesend sind, kann eine zweite Generalversammlung einberufen werden, wobei die Hälfte der Mitglieder anwesend sein muss. Hier ist eine zwei Drittel Mehrheit der anwesenden Mitglieder bei der Abstimmung erforderlich, unabhängig von der Zahl der abgegebenen Stimmen.

Kapitel V. Finanzen

Art. 26. Einkünfte. Die Einkünfte bestehen unter anderem aus:

- Subsidien
- Geldspenden

- Aufwandsentschädigungen
- Einkünfte aus Manifestationen

Die Einkünfte gelangen vollständig in den Besitz der Vereinigung. Der Vorstand ist zuständig für die Verwaltung dieser Einkünfte. Verantwortlich für das Führen der Kasse ist der vom Vorstand bestimmte Kassierer.

Art. 27. Finanzoperationen.

- Nur der vom Vorstand ernannte Kassierer, sein Adjunkt und der Präsident der „cimw a.s.b.l.“ sind ermächtigt Geld von den Konten oder Sparbüchern der Vereinigung abzuheben und Banküberweisungen zu tätigen. Ausnahmen hierzu kann der Vorstand zeitlich begrenzt und für genau definierte Zwecke beschließen.

- Alle Ausgaben, welche 500 € übersteigen, müssen im voraus vom Vorstand genehmigt werden.

- Innerhalb eines Geschäftjahres dürfen Ausgaben zu Gunsten des für die Gemeinde zuständigen Feuerlösch- und Rettungsdienstes die 10% Grenze der Gesamtliquidität der „cimw a.s.b.l.“ nicht überschreiten, ausser die Ausgabe zu einem bestimmten Projekt wurde in der Generalversammlung in geheimer Wahl genehmigt.

Art. 28. Kontoauszüge. Der Kassierer erhält die Kontoauszüge. Der Präsident der „cimw a.s.b.l.“ hat Einsicht zu den Konten.

Art. 29. Kassenrevisoren. Die Generalversammlung wählt drei Kassenrevisoren, welche

- dem Vorstand nicht angehören dürfen,
- Mitglied sein müssen (Ehrenmitglieder dürfen diesen Posten nicht bekleiden),
- nicht im ersten oder zweiten Verwandtschaftsgrad zum Kassierer stehen dürfen,
- nicht (Ehe)partner des Kassierers sein dürfen.

Die Wahl geschieht per Akklamation, oder - wenn sich mehr Kandidaten melden - durch geheime Wahl. Bei Stimmengleichheit entscheidet das Dienstalter (nur die aktive Zeit). Die Mandatszeit beträgt zwei Jahre.

Ihre Aufgabe besteht darin, den Kassenbericht, den der Kassierer der Generalversammlung zur Abstimmung vorlegt, zu kontrollieren, und der Generalversammlung und dem Vorstand einen mündlichen Bericht über das Resultat dieser Kontrolle zu machen.

Sämtliche Dokumente, welche sie zur Kontrolle der Kasse benötigen, müssen Ihnen mindestens vierzehn Tage vor dem Datum der Generalversammlung zur Verfügung stehen. Zur Kontrolle der Kasse müssen mindestens 2 Kassenrevisoren anwesend sein.

Eine Kontrolle der Kasse kann auch jederzeit vom Präsidenten zusammen mit einem anderen Vorstandsmitglied durchgeführt werden. Dies kann auf Wunsch des Präsidenten oder auf Wunsch der Mehrheit der Vorstandsmitglieder geschehen.

Art. 30. Auflösung. Die „cimw a.s.b.l.“ wird aufgelöst wenn die Zahl der Mitglieder soweit abgesunken ist, dass die Vereinigung außerstande ist, die von ihr eingegangenen Verpflichtungen zu erfüllen.

Nach Auflösung der „cimw a.s.b.l.“ gemäss Art.20 und 21 des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928 Artikel 20 gehen sämtliche Vermögenswerte, welche zu diesem Zeitpunkt in ihrem Besitz sind, nach Begleichung aller ausstehenden Rechnungen, an das Sozialbüro der Gemeindeverwaltung Mertert.

Kapitel VI. Zusätzliche Bestimmungen

Art. 31. In Kraft treten der Statutenänderung. Diese Statutenänderung tritt am 01. Januar 2016 in Kraft.

Art. 32. Statuten. Jedes Mitglied der „cimw a.s.b.l.“ unterwirft sich diesen Statuten und bekommt sie bei Beitritt ausgehändigt.

Art. 33. Gültigkeit. Die abgeänderten Statuten, 35 Artikel begreifend, wurden in der außerordentlichen Generalversammlung vom 19. Oktober 2015, von den Mitglieder der „cimw a.s.b.l.“ gebilligt und werden ab dem Datum des 01.01.2016 für die Belange der Vereinigung gültig.

Art. 34. Rechte und Verpflichtungen. Die ‘Centre d’Intervention Mertert-Wasserbillig a.s.b.l.’ übernimmt alle Rechte und Pflichten

- des im Jahre 1960 gegründeten Einsatzzentrums der Protection Civile Mertert
- der im Jahre 1862 gegründeten freiwilligen Feuerwehr von Mertert.
- der im Jahre 1875 gegründeten freiwilligen Feuerwehr von Wasserbillig

Diese bezieht sich nicht auf Rechte und Pflichten welche in direktem Zusammenhang mit dem Feuerlösch- und Rettungsdienst stehen.

Art. 35. Nicht vorgesehene Fälle. Für alle, in den vorstehenden Satzungen nicht ausdrücklich vorgesehenen Fälle gelten die allgemeinen Bestimmungen des abgeänderten Gesetzes vom 21. April 1928 über die Vereinigungen ohne Gewinnzweck.

Référence de publication: 2015177356/290.

(150197942) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

MJL Luxembourg S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-2732 Luxembourg, 7, rue Wilson.

R.C.S. Luxembourg B 201.012.

—
STATUTES

In the year two thousand fifteen, on the ninth day of the month of October,
Before us, Maître Martine SCHAEFFER, notary residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,
there appeared:

Mr. Miguel Jimenez Lunz, professionally residing at 45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

Such appearing party, acting in the hereinabove stated capacity, has requested the notary to draw up the following articles of incorporation of a société anonyme which it declared to establish as follows:

Chapter I - Form, Name, Registered office, Object, Duration

Art. 1. There is hereby formed a public limited liability company (société anonyme) under the name of “MJL Luxembourg S.A.”, which is governed by the laws of the Grand Duchy of Luxembourg (hereafter, the “Company”), and in particular by the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended (hereafter, the “Law”), as well as by the present articles of association (hereafter, the “Articles”).

Art. 2. The registered office of the Company is established in the municipality of Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.

The address of the registered office may be transferred within the municipality of Luxembourg by a resolution of the director(s) or by a resolution of the board of directors, as the case may be.

It may be transferred to any other municipality in the Grand Duchy of Luxembourg by a resolution of the shareholder(s) whose adoption is subject to the quorum and majority requirements for an amendment of the Articles.

The Company may have offices and branches, both in the Grand Duchy of Luxembourg and abroad.

In the event that, in the view of the director or the board of directors, as the case may be, extraordinary political, economic or social developments occur or are imminent that would interfere with the normal activities of the Company at its registered office or with the ease of communications with such office or between such office and persons abroad, the Company may temporarily transfer the registered office abroad, until the complete cessation of these abnormal circumstances. Such temporary measures will have no effect on the nationality of the Company, which, notwithstanding the temporary transfer of the registered office, will remain a company governed by the Law. Such temporary measures will be taken and notified to any interested parties by the director or the board of directors, as the case may be.

Art. 3. The object of the Company is the holding of participations, in any form whatsoever, in Luxembourg and/or foreign companies, or other business entities, the acquisition by purchase, subscription, or in any other manner as well as the transfer by sale, exchange or otherwise of stock, bonds, debentures, notes and other securities of any kind and loans, and the ownership, administration, development and management of its portfolio. The Company may also hold interests in partnerships and carry out its business through branches in Luxembourg and/or abroad.

The Company may invest directly or indirectly in real estate, intellectual property rights, or any other movable or immovable property of any kind.

The Company may borrow in any form and proceed by private placement to the issue of bonds, debentures and any type of debt or equity securities such as (but not limited to) preferred equity certificates, such securities being convertible or not.

In a general fashion it may grant assistance (by way of loans, advances, guarantees or securities or otherwise) to companies or other enterprises in which the Company has an interest or which forms part of the group of companies to which the Company belongs (including upstream or cross-stream) or to third parties, take any controlling and supervisory measures and carry out any operation which it may deem useful in the accomplishment and development of its purposes.

The Company may also enter into, execute and deliver and perform any swaps, futures, forwards, derivatives, options, repurchase, stock lending and similar transactions. The Company may generally employ any techniques and instruments relating to investments for the purpose of their efficient management, including, but not limited to, techniques and instruments designed to protect it against credit, currency exchange, interest rate risks and any such other risks generally.

Finally, the Company may perform all commercial, technical and financial or other operations, connected directly or indirectly in all areas in order to facilitate the accomplishment of its purpose.

Art. 4. The Company is formed for an unlimited period of time.

Chapter II - Capital, Shares

Art. 5. The share capital of the Company is set at thirty-one thousand Euros (EUR 31,000) represented by thirty-one thousand (31,000) shares. Each issued share has a nominal value of one Euro (EUR 1).

The rights and obligations attached to the shares shall be identical except to the extent otherwise provided by the Articles or by the Law or any contractual arrangement entered into between the shareholders.

In addition to the share capital, there may be set up a premium account to which any premium paid on any share in addition to its nominal value is transferred. The amount of the premium account may be used to provide for the payment of any shares which the Company may repurchase from its shareholder(s), to offset any net realised losses, to make distributions to the shareholder(s) in the form of a dividend or to allocate funds to the legal reserve.

The Company may, without limitation, accept shareholders' equity or other contributions without issuing shares or other securities in consideration of the contribution and may inscribe the contributions in one or more accounts. The decisions relating to the use of these accounts must be taken by the shareholders without prejudice of the Law or the present Articles.

Art. 6. Each share entitles to one (1) vote, subject to the limitations imposed by the Law. Towards the Company, the Company's shares are indivisible and only one (1) owner is admitted per share. Joint co-owners have to appoint a sole person as their representative towards the Company.

The shares will be in the form of registered shares.

Art. 7. The shares are freely transferable.

A shareholders' register, which may be examined by any shareholder, will be kept at the registered office. The shareholders' register will contain the precise designation of each shareholder and the indication of the number and class (if any) of shares held, the indication of the payments made on the shares, as well as the transfers of shares and the dates thereof. Each shareholder will notify its address and any change thereof to the Company by registered letter. The Company will be entitled to rely for any purposes whatsoever on the last address thus communicated. Ownership of the shares will result from the recordings in the shareholders' register. Certificates reflecting the recordings in the shareholders' register may be delivered to the shareholders upon their request. The Company may issue multiple share certificates.

Any transfer of shares will be registered in the shareholders' register by a declaration of transfer entered into the shareholders' register, dated and signed by the transferor and the transferee or by their representative(s), as well as in accordance with the rules on the transfer of claims laid down in article 1690 of the Luxembourg Civil Code. Furthermore, the Company may accept and enter into the shareholders' register any transfer referred to in any correspondence or other document recording the consent of the transferor and the transferee.

Ownership of a share carries implicit acceptance of the Articles and of the resolutions validly adopted by the general meeting of shareholders.

Art. 8. The Company may acquire its own shares. The acquisition and holding of its own shares will be in compliance with the conditions and limits established by the Law.

Chapter III - Board of directors, Statutory auditors

Art. 9. The Company is managed by a board of directors composed of not less than three (3) members. If and as long as the Company has only one (1) shareholder, the board of directors may comprise one (1) member only. The director(s) need not be shareholders.

The director(s) will be elected by the sole shareholder or the general meeting of shareholders who will determine their number and the term of their office which may not exceed six (6) years. He (they) will hold their office until their successors are elected. He (they) are re-eligible and he (they) may be removed at any time, with or without cause, by a resolution adopted by the sole shareholder or the general meeting of shareholders.

The sole shareholder or the general meeting of shareholders may decide to qualify the appointed members of the board of directors as category A directors or category B directors.

In the event of a vacancy on the board of directors, the remaining members of the board of directors may elect by co-optation a new director to fill such vacancy until the next general meeting of shareholders, which shall ratify such co-optation or elect a new member of the board of directors instead.

Art. 10. The board of directors is vested with the broadest powers to perform or approve all acts necessary or useful for accomplishing the Company's object. All powers not expressly reserved by the Law or the present Articles to the shareholders fall within the competence of the board of directors.

Art. 11. The director or the board of directors, as the case may be, may delegate the daily management of the Company and the representation of the Company within such daily management to one or more persons or committees of his/its choice.

The director or the board of directors, as the case may be, may also sub-delegate special powers or proxies or entrust determined permanent or temporary functions to persons or committees of his/its choice.

The remuneration and other benefits granted to the person(s) to whom the daily management has been entrusted must be reported annually by the board of directors to the general meeting of shareholders.

Art. 12. The board of directors (if any) will elect a chairman from among its members. The board of directors may also elect a secretary, who need not be a director or a shareholder of the Company, and who will be responsible for keeping the minutes of the relevant meeting of the board of directors.

The chairman will preside at all meetings of the board of directors, except that in his absence the board of directors may appoint another member of the board of directors as chairman pro tempore by majority vote of the directors present or represented at such meeting.

The meetings of the board of directors are convened by the chairman or by any two (2) directors. A written notice shall be sent to all directors by any means of communication allowing for the transmission of a written text at least twenty four (24) hours prior to the date of the meeting of the board of directors, unless a shorter notice period has been agreed upon by all the directors. Any such notice shall specify the time and place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted. If all the directors are present or represented at the meeting, they may waive all convening requirements and formalities.

No separate notice is required for meetings held at times and places specified in a time schedule previously adopted by resolution of the board of directors.

Any director may act at any meeting of the board of directors by appointing in writing, by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another director as his proxy. Any director may represent one or several directors.

The meetings of the board of directors shall be held in Luxembourg or at such other place as the board of directors may from time to time determine.

Any director may participate in a meeting by means of telephone or video conference call or by any similar means of communication enabling thus several persons participating therein to simultaneously communicate with each other. Such participation shall be deemed equal to a physical presence at the meeting. A meeting held through such means of communication is deemed to be held at the registered office of the Company.

Subject to the following, a quorum of the board of directors shall be the presence or the representation of a majority of the members of the board of directors holding office.

Art. 13. The resolutions of the board of directors shall be adopted by the majority of the directors present or represented. The minutes of any meeting of the board of directors shall be signed by any two directors or by the chairman and the secretary (if any). Copies or extracts of the minutes can also be delivered to third parties dealing with the Company and certified either by any two (2) directors or by the chairman and the secretary (if any). These minutes, copies and extracts and all factual declarations contained therein shall be conclusive evidence towards the Company and any interested person that the resolutions have been duly taken at a meeting of the board of directors validly held.

The resolutions adopted by the single director shall be documented in writing and signed by the single director.

In case the urgency of the affairs of the Company prevent the board of directors to meet in time and require that written resolutions be taken by the directors, written resolutions, approved and signed by all the members of the board of directors, shall be proper and valid as though they had been adopted at a meeting of the board of directors, which was duly convened and held. The date of such resolutions shall be the one referred to in the resolutions or the one opposite the last signature, as the case may be. Such resolutions may be documented in a single document or in several separate documents having the same content and each of them signed by one or several members of the board of directors.

Art. 14. In dealing with third parties, the Company shall be bound by the single signature of any director or by the joint signatures of any two (2) members of the board of directors.

However, if the shareholders have qualified the directors as category A directors or as category B directors, the Company will only be bound towards third parties by the joint signatures of one (1) category A director and one (1) category B director.

The Company will further be bound towards third parties by the joint signatures or single signature of any person to whom the daily management of the Company has been delegated, within such daily management, or by the joint signatures or single signature of any person to whom special signatory power has been delegated by the board of directors, within the limits of such power.

Art. 15. The director(s) assumes, by reason of his/its position, no personal liability in relation to any commitment validly made by him/it in the name of the Company. Any such director is only liable for the performance of his duties.

The Company shall indemnify any member of the board of directors, officer or employee of the Company and, if applicable, his successors, heirs, executors and administrators, against damages and expenses reasonably incurred by him in connection with any action, suit or proceeding to which he may be made a party by reason of his being or having been director, officer or employee of the Company, or, at the request of the Company, any other company of which the Company is a shareholder or creditor and by which he is not entitled to be indemnified, except in relation to matters as to which he shall be finally adjudged in such action, suit or proceeding to be liable for gross negligence or misconduct. In the event of a settlement, indemnification shall be provided only in connection with such matters covered by the settlement as to which the Company is advised by its legal counsel that the person to be indemnified is not guilty of gross negligence or misconduct.

The foregoing right of indemnification shall not exclude other rights to which the persons to be indemnified pursuant to the Articles may be entitled.

Art. 16. If any of the directors of the Company has or may have any personal interest in any transaction of the Company, such director shall disclose such personal interest to the other directors and shall not consider or vote on any such transaction.

Such transaction and such director's interest therein shall be disclosed in a special report to the next general meeting of shareholders before any vote by the latter on any other resolution.

In case of a sole director, it suffices that the transactions between the Company and its director, who has such an opposing interest, be recorded in writing.

The foregoing paragraphs of this article do not apply if (i) the relevant transaction is entered into under fair market conditions and (ii) falls within the ordinary course of business of the Company.

No contract or other transaction between the Company and any other company or firm shall be affected or invalidated by the mere fact that any one or more of the director(s) or any officer of the Company has a personal interest in, or is a director, associate, member, shareholder, officer or employee of such other company or firm. Any person related as described above to any company or firm with which the Company shall contract or otherwise engage in business shall not, by reason of such affiliation with such other company or firm, be automatically prevented from considering, voting or acting upon any matters with respect to such contract or other business.

Art. 17. Subject to approval by the general meeting of shareholders, the members of the board of directors may receive a management fee in respect of the carrying out of their management of the Company and may, in addition, be reimbursed for all other expenses whatsoever incurred by the members of the board of directors in relation with such management of the Company or the pursuit of the Company's corporate object.

Art. 18. Even after cessation of their mandate or function, any member of the board of directors, as well as any person who is invited to attend a meeting of the board of directors, shall not disclose information on the Company, the disclosure of which may have adverse consequences for the Company, unless such divulgation is required (i) by a legal or regulatory provision applicable to sociétés anonymes or (ii) for the public benefit.

Art. 19. Except where according to the Law, the Company's annual statutory and/or consolidated accounts must be audited by an independent auditor, the business of the Company and its financial situation, including in particular its books and accounts, may, and shall in the cases provided by law, be reviewed by one (1) or more statutory auditors who need not be shareholders themselves.

The statutory or independent auditors, if any, will be appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, which will determine the number of such auditors and the duration of their mandate, which may not exceed six (6) years. They are eligible for re-appointment. They may be removed at any time, with or without cause, by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, save in such cases where the independent auditor may, as a matter of the Law, only be removed for serious cause or by mutual agreement.

Chapter IV - General meeting of shareholders

Art. 20. The general meeting of shareholders shall have such powers as are vested in the general meeting of shareholders pursuant to the Articles and the Law. The single shareholder carries out the powers bestowed on the general meeting of shareholders.

Any properly constituted general meeting of shareholders of the Company represents the entire body of shareholders.

Art. 21. The annual general meeting of shareholders shall be held on 25 April at 3:15 p.m.

If such day is a day on which banks are not generally open for business in Luxembourg, the meeting will be held on the next following business day.

Art. 22. The shareholders may meet in a general meeting of shareholders upon issuance of a convening notice in compliance with the Articles or the Law, by the board of directors, alternatively, by the statutory auditor(s) (if any) or, more alternatively, by shareholders representing at least ten per cent (10%) of the share capital.

The convening notice sent to the shareholders will specify the time and the place of the meeting as well as the agenda and the nature of the business to be transacted at the relevant general meeting of shareholders. The agenda for a general meeting of shareholders shall also, where appropriate, describe any proposed changes to the Articles and, if applicable, set out the text of those changes affecting the object or form of the Company.

If all the shareholders are present or represented at a general meeting of shareholders and if they state that they have been duly informed of the agenda of the meeting, the meeting may be held without prior notice.

General meetings of shareholders, including the annual general meeting of shareholders, will be held at the registered office of the Company or at such other place in the Grand Duchy of Luxembourg, and may be held abroad if, in the judgment of the board of directors, which is final, circumstances of force majeure so require.

Art. 23. All shareholders are entitled to attend and speak at any general meeting of shareholders.

A shareholder may act at any general meeting of shareholders by appointing in writing, transmitted by any means of communication allowing for the transmission of a written text, another person who need not be a shareholder himself, as

a proxy holder. The board of directors may determine any conditions that must be fulfilled in order for a shareholder to take part in a general meeting of shareholders.

Shareholders, participating in a general meeting of shareholders by videoconference or any other similar means of telecommunication allowing for their identification, shall be deemed present for the purpose of quorum and majority computation. Such telecommunication methods shall satisfy all technical requirements to enable the effective participation in the meeting and the deliberations of the meeting shall be retransmitted on a continuous basis.

Art. 24. Any general meeting of shareholders shall be presided over by a president or by a person designated by the board of directors or, in the absence of such designation, by the general meeting of shareholders.

The president of the general meeting of shareholders shall appoint a secretary.

The general meeting of shareholders shall elect one (1) scrutineer to be chosen from the shareholders attending the general meeting of shareholders.

The president, the secretary and the scrutineer so appointed together form the bureau of the general meeting of shareholders.

Art. 25. The board of directors may forthwith adjourn any general meeting of shareholders by four (4) weeks. The board of directors must adjourn a meeting if so required by (a) shareholder(s) representing at least twenty per cent (20%) of the Company's issued capital.

Such adjournment automatically cancels any resolution already adopted prior thereto.

The adjourned general meeting of shareholders has the same agenda as the first one. Shares and proxies regularly deposited in view of the first meeting remain validly deposited for the second one.

Art. 26. An attendance list indicating the name of the shareholders and the number of shares for which they vote is signed by each one of them or by their proxy prior to the opening of the proceedings of the general meeting of shareholders.

The general meeting of shareholders may deliberate and vote only on the items comprised in the agenda.

Voting takes place by a show of hands or by a roll call, unless the general meeting of shareholders resolves to adopt another voting procedure.

The shareholders are authorised to cast their vote by ballot papers (formulaires) expressed in the English language.

Any ballot paper (formulaire) shall be delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post, by special courier service using an internationally recognised courier company, at the registered office of the Company or by fax at the fax number of the registered office of the Company.

Any ballot paper (formulaire) which does not bear any of the following indications is to be considered void and shall be disregarded for quorum purposes:

- name and registered office and/or residence of the relevant shareholder;
- total number of shares held by the relevant shareholder in the share capital of the Company and, if applicable, number of shares of each class held by the relevant shareholder in the share capital of the Company;
- agenda of the general meeting;
- indication by the relevant shareholder, with respect to each of the proposed resolutions, of the number of shares for which the relevant shareholder is abstaining, voting in favour of or against such proposed resolution; and
- name, title and signature of the duly authorised representative of the relevant shareholder.

Any ballot paper (formulaire) shall be received by the Company no later than five (5) p.m. (Luxembourg time) on the day on which banks are generally open for business in Luxembourg immediately preceding the day of the general meeting of shareholders. Any ballot paper (formulaire) received by the Company after such deadline shall be disregarded for quorum purposes.

A ballot paper (formulaire) shall be deemed to have been received:

- if delivered by hand with acknowledgment of receipt, by registered post or by special courier service using an internationally recognised courier company, at the time of delivery; or
- if delivered by fax, at the time recorded together with the fax number of the receiving fax machine on the transmission receipt.

Art. 27. At any general meeting of shareholders other than a general meeting convened for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, resolutions shall be adopted, irrespective of the number of shares represented, by a simple majority of votes cast.

At any general meeting of shareholders, convened in accordance with the Articles or the Law, for the purpose of amending the Articles or voting on resolutions whose adoption is subject to the quorum and majority requirements of an amendment to the Articles, the quorum shall be at least one half (1/2) of all the shares issued and outstanding. If the said quorum is not present at a first meeting, a second meeting may be convened at which there shall be no quorum requirement. In order for the proposed resolutions to be adopted, and save as otherwise provided by the Laws, a two thirds (2/3) majority of the votes cast by the shareholders present or represented is required at any such general meeting.

Art. 28. The minutes of the general meeting of shareholders shall be signed by the members of the bureau of the general meeting of shareholders and may be signed by shareholders or proxies of shareholders, who so request.

Copies or extracts of resolutions adopted by the shareholder(s) as well as of the minutes of the general meeting of shareholders may be signed by the president of the general meeting of shareholders, the secretary of the general meeting of shareholders or a director.

The resolutions adopted by the single shareholder shall be documented in writing and signed by the single shareholder.

Chapter V - Financial year, Financial statements, Distribution of profits

Art. 29. The Company's financial year starts on the first of January and ends on the thirty-first of December of each year.

Art. 30. At the end of each financial year, the board of directors shall prepare the annual statutory and/or consolidated accounts in accordance with the requirements of the Law and Luxembourg accounting practice. The annual statutory and/or consolidated accounts shall be submitted to the general meeting of shareholders for approval.

Art. 31. The gross profits of the Company stated in the annual accounts, after deduction of general expenses, amortization and expenses represent the net profit. An amount equal to five per cent (5%) of the net profit of the Company is allocated to the legal reserve, until this reserve amounts to ten per cent (10%) of the Company's share capital.

After allocation to the legal reserve, the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, shall determine how the re-remainder of the annual net profits will be disposed of by allocating the whole or part of the remainder to a reserve or to a provision, by carrying it forward to the next following financial year or by distributing it, together with carried forward profits, distributable reserves or share premium to the shareholder(s), each share entitling to the same proportion in such distributions, unless otherwise provided in the Articles or any contractual arrangement to which the shareholders are a party.

Notwithstanding the foregoing, the board of directors may in particular decide to pay interim dividends on the basis of a statement of accounts prepared by the director(s) showing that sufficient funds are available for distribution, it being understood that the amount to be distributed may not exceed realised profits since the end of the last financial year, increased by carried forward profits and distributable reserves, but decreased by carried forward losses and sums to be allocated to a reserve to be established by law.

Chapter VI - Liquidation, Final provisions

Art. 32. The Company may be dissolved by a resolution of the sole shareholder or the general meeting of shareholders, as the case may be, adopted in compliance with the quorum and the majority rules set by the Articles or, as the case may be, by the Law for any amendment of the Articles.

Should the Company be dissolved, the liquidation will be carried out by the directors or the board of directors, as the case may be, or such other person (who may be a physical person or a legal entity, including a shareholder) appointed by the sole shareholder or the general meeting of shareholders, who will determine their powers and their compensation.

After payment of all the debts of and charges against the Company, including the expenses of liquidation, the net liquidation proceeds shall be distributed to the shareholder(s) so as to achieve on an aggregate basis the same economic result as the distribution rules set out for dividend distributions.

Art. 33. Reference is made to the provisions of the Law for all matters for which no specific provision is made in these Articles.

Transitory Provisions

The first financial year of the Company shall start on the date of this deed and shall end on 31st of December 2015.

The first annual general meeting of shareholders will be held in 2016

Subscription and Payment

The articles of association of the Company having thus been established, the above-named party, represented as stated above, has subscribed for the thirty-one thousand (31,000) shares.

All the subscribed shares have been paid up to the amount of one quarter (1/4) by contribution in cash, so that the sum of seven thousand seven hundred fifty Euros (EUR 7,750) is forthwith at the free disposal of the Company, as has been proved to the notary.

Statement

The notary, who has drawn up the present deed, declares that the conditions set forth in the law of 10 August 1915 on commercial companies, as amended, have been fulfilled and expressly bears witness to their fulfilment.

Estimate of Costs

The party has estimated the costs, expenses, fees and charges, in whatsoever form, which are to be borne by the Company or which shall be charged to it in connection with its incorporation at about one thousand five hundred Euro (EUR 1,500.-).

Resolutions of the sole Shareholder

The above-named party, represented as stated above, representing the entire subscribed capital and considering itself as duly-convened, has immediately passed the following resolutions:

1. The Company's registered office is fixed at 7, rue Wilson, L-2732 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg.
2. Miguel Jimenez Lunz, professionally residing at 45, allée Scheffèr, L-2520 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg, has been elected as sole director until the annual general meeting to be held on 25 April 2021.
3. FIDU-CONCEPT SARL, a private limited liability company having its registered office at 36, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg and registered at the Trade and Companies Register of Luxembourg under the number B38.136 has been appointed as statutory auditor until the annual general meeting to be held on 25 April, 2021.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French version. In the event of any discrepancy between the English and the French text, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the appearing person, who is known to the notary, by his surname, first name, civil status and residence, the said person appearing signed together with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le neuf octobre,

par-devant Maître Martine SCHAEFFER, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

a comparu:

Monsieur Miguel Jimenez Lunz, demeurant professionnellement au 45, allée Scheffèr, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Lequel comparant a requis le notaire instrumentant de dresser l'acte constitutif d'une société anonyme qu'elle déclare constituer et dont elle a arrêté les statuts comme suit:

Chapitre I^{er} - Forme, Dénomination, Siège, Objet, Durée

Art. 1^{er}. Il est formé une société anonyme sous la dénomination "MJL Luxembourg S.A." qui est régie par les lois du Grand-Duché de Luxembourg (ci-après, la "Société"), et en particulier par la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée (ci-après, la "Loi"), ainsi que par les présents statuts (ci-après, les "Statuts").

Art. 2. Le siège social est établi dans la commune de Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.

Le siège social peut être transféré à tout autre endroit de la commune de Luxembourg par décision du ou des administrateurs ou, selon le cas, du conseil d'administration.

Il peut être transféré dans toute autre commune du Grand-Duché de Luxembourg par une résolution du ou des actionnaires délibérant aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des statuts.

La Société peut avoir des bureaux et des succursales tant au Grand-Duché de Luxembourg qu'à l'étranger.

Si l'administrateur ou, selon le cas, le conseil d'administration estiment que des événements extraordinaires d'ordre politique, économique ou social se produisent ou sont imminents et qui compromettraient l'activité normale de la Société à son siège social ou la communication aisée avec ce siège ou entre ce siège et l'étranger ou que de tels événements sont imminents, le siège social pourra être transféré temporairement à l'étranger jusqu'à cessation complète de ces circonstances anormales. Ces mesures provisoires n'auront aucun effet sur la nationalité de la Société, laquelle, nonobstant ce transfert provisoire du siège, restera régie par la Loi. Ces mesures provisoires seront prises et portées à la connaissance de tout intéressé par l'administrateur ou, selon le cas, le conseil d'administration.

Art. 3. La Société a pour objet la prise de participations, sous quelque forme que ce soit, dans des sociétés luxembourgeoises et/ou étrangères, ainsi qu'auprès d'autres entités commerciales, l'acquisition par achat, par souscription ou de toute autre manière, ainsi que l'aliénation par vente, échange ou autrement de actions, obligations, titres obligataires et autres instruments financiers et prêts et la possession, l'administration, le développement et la gestion de son portefeuille. La Société peut également détenir des participations dans d'autres partenariats et exercer son activité à travers ses filiales au Luxembourg et/ou à l'étranger.

La Société peut investir directement ou indirectement sur le marché de l'immobilier, dans les droits de propriété intellectuelle ou dans toute autre propriété mobilière ou immobilière de toute sorte.

La Société peut emprunter sous toute forme et procéder à travers des placements privés à l'émission d'obligations et autres titres de créance ou de capital de toute nature y inclus, mais sans limitation, des preferred equity certificates convertibles ou non.

D'une manière générale, la Société peut octroyer assistance (au moyen de prêts, avances, garanties ou sûretés ou par tout autre moyen) à des sociétés ou autres entreprises, dans lesquelles la Société a des participations ou qui font partie intégrante du groupe des sociétés auquel la Société appartient (y inclus vers le haut ou horizontalement) ou à des tiers,

prendre toute mesure de contrôle et de surveillance et faire toute opération qu'elle jugera utile à l'accomplissement et au développement de son objet.

La Société peut également contracter, exécuter ou accomplir toutes opérations de swaps, opérations à terme (futures), opérations sur produits dérivés, marchés à prime (options), opérations de rachat, de prêt de titres, ainsi que toutes autres opérations similaires. La Société peut, de manière générale, utiliser toutes techniques et instruments liés à des investissements en vue de leur gestion efficace, y compris des techniques et instruments destinés à la protéger contre les risques de crédit, de change, de taux d'intérêt et généralement de tout autre risque.

Finalement, la Société peut accomplir toute opération commerciale, technique et financière ou toute autre opération, en relation directe ou indirecte avec le champ d'application de son objet, afin de faciliter l'accomplissement de celui-ci.

Art. 4. La Société est constituée pour une durée illimitée.

Chapitre II - Capital, Actions

Art. 5. Le capital social de la Société est fixé à trente et un mille euros (EUR 31.000) représenté par trente et un mille (31.000) actions. Chaque action a une valeur nominale d'un euro (EUR 1).

Les droits et obligations inhérents aux actions sont identiques sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans la Loi ou tout autre accord contractuel conclu entre les actionnaires.

En plus du capital social, un compte de prime d'émission peut être établi auquel seront transférées toutes les primes d'émission payées sur les actions en plus de la valeur nominale. L'avoir de ce compte de prime d'émission peut être utilisé pour régler le prix de rachat de actions que la Société rachèterait à ses actionnaires, pour compenser des pertes nettes réalisées, pour distribuer des dividendes aux actionnaires, ou pour affecter ces fonds à la réserve légale.

La Société peut, sans limitation, accepter des capitaux propres ou autres apports sans émettre d'actions ou autres titres en contrepartie de l'apport et peut inscrire les apports à un ou plusieurs comptes. Les décisions quant à l'utilisation de ces comptes doivent être prises par les actionnaires sous réserve de la Loi et des présents Statuts.

Art. 6. Chaque action donne droit à un (1) vote, soumis aux limitations imposées par la Loi. Envers la Société, les actions sont indivisibles, de sorte qu'un (1) seul propriétaire par action est admis. Les copropriétaires indivis doivent désigner une seule personne qui les représente auprès de la Société.

Les actions seront nominatives.

Art. 7. Les actions sont librement cessibles.

Un registre des actionnaires, qui pourra être consulté par tout actionnaire, sera tenu au siège social. Ce registre contiendra la désignation précise de chaque actionnaire et l'indication du nombre et de la catégorie de ses actions (le cas échéant), l'indication des paiements effectués sur ces actions ainsi que les cessions des actions avec leur date. Chaque actionnaire notifiera son adresse et tout changement de celle-ci à la Société par lettre recommandée. La Société sera en droit de se fier pour toutes fins à la dernière adresse communiquée. La propriété des actions résultera des inscriptions dans le registre des actionnaires. Des certificats reflétant les inscriptions dans le registre des actionnaires seront délivrés aux actionnaires à leur demande. La Société peut émettre des certificats d'actions multiples.

Toute cession d'actions sera inscrite dans le registre des actionnaires par une déclaration de cession, datée et signée par le cédant et le cessionnaire ou par leur(s) fondé(s) de pouvoir, ainsi que conformément aux règles relatives aux cessions de créances définies à l'article 1690 du Code civil luxembourgeois. De plus, la Société peut accepter et inscrire dans le registre des actionnaires toute cession mentionnée dans toute correspondance ou autre document établissant l'accord du cessionnaire et du cédant.

La propriété d'une action emporte de plein droit acceptation des Statuts et des résolutions adoptées par l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 8. La Société peut racheter ses propres actions. L'acquisition et la détention de ses propres actions s'effectuera conformément aux conditions et dans les limites fixées par la Loi.

Chapitre III - Conseil d'administration, Commissaires aux comptes

Art. 9. La Société est gérée par un conseil d'administration composé de trois (3) membres au moins. Si et aussi longtemps que la Société ne comptera qu'un (1) actionnaire, le conseil d'administration pourra être composé d'un (1) seul membre. Le ou les administrateurs ne doivent pas obligatoirement être des actionnaires.

Le ou les administrateurs seront nommés par l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires, selon le cas, qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six (6) ans. Ils resteront en fonction jusqu'à la nomination de leurs successeurs. Ils sont rééligibles et ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une décision adoptée par l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires.

L'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires pourra décider de qualifier les membres désignés du conseil d'administration comme administrateurs de catégorie A ou administrateurs de catégorie B.

En cas de vacance d'un poste au conseil d'administration, les membres restants du conseil d'administration peuvent élire par cooptation un nouvel administrateur jusqu'à la prochaine assemblée générale des actionnaires, qui devra ratifier cette cooptation ou élire un nouveau membre du conseil d'administration.

Art. 10. Le conseil d'administration a les pouvoirs les plus larges pour accomplir tous les actes nécessaires ou utiles à la réalisation de l'objet social. Tous les pouvoirs qui ne sont pas réservés expressément par les Statuts ou par la Loi aux actionnaires relèvent de la compétence du conseil d'administration.

Art. 11. L'administrateur ou, selon le cas, le conseil d'administration peut déléguer la gestion journalière de la Société, ainsi que la représentation de la Société en ce qui concerne cette gestion, à une ou plusieurs personnes ou comités de son choix.

L'administrateur ou, selon le cas, le conseil d'administration peut subdéléguer des pouvoirs ou mandats spéciaux ou fonctions permanentes ou temporaires à des personnes ou comités de leur choix.

La rémunération et les autres avantages accordés au(x) personne(s) auxquelles la gestion journalière de la Société a été confiée devront être rapportés annuellement par le conseil d'administration à l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 12. Le conseil d'administration (s'il y en a) élit un président parmi ses membres. Le conseil d'administration peut également élire un secrétaire, qui n'a besoin d'être ni administrateur ni actionnaire de la Société et qui sera responsable de la tenue des procès-verbaux des réunions du conseil d'administration.

Le président présidera toutes les réunions du conseil d'administration, mais en son absence le conseil d'administration désignera un autre membre du conseil d'administration comme président pro tempore par un vote à la majorité des administrateurs présents ou représentés à cette réunion.

Les réunions du conseil d'administration sont convoquées par le président ou par deux (2) administrateurs. Une convocation écrite est envoyée à tous les administrateurs par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, au moins vingt-quatre (24) heures avant la date de la réunion du conseil d'administration, à moins qu'un délai de convocation plus court n'ait été décidé par tous les administrateurs. La convocation indiquera le lieu, la date et l'heure de la réunion ainsi que l'ordre du jour et une indication des affaires à traiter. Si tous les administrateurs sont présents ou représentés à la réunion, ils peuvent par ailleurs également renoncer aux conditions et formalités de convocation.

Aucune convocation spéciale ne sera requise pour les réunions du conseil d'administration se tenant à des dates et des lieux déterminés préalablement par une résolution adoptée par le conseil d'administration.

Chaque administrateur pourra se faire représenter aux réunions du conseil d'administration en désignant par un écrit, transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un autre administrateur comme son mandataire. Tout administrateur pourra représenter un ou plusieurs administrateurs.

Les réunions du conseil d'administration se tiendront à Luxembourg ou à tout autre endroit que le conseil d'administration pourra déterminer de temps à autre.

Chaque administrateur peut participer à une réunion par conférence téléphonique, vidéoconférence ou par tout autre moyen de communication similaire permettant ainsi à plusieurs personnes y participant de communiquer simultanément l'un avec l'autre. Une telle participation sera considérée équivalente à une présence physique à la réunion. Une réunion tenue par ces moyens est réputée être tenue au siège social de la Société.

Sous réserve de ce qui suit, le conseil d'administration ne peut délibérer et agir valablement que si la majorité des membres du conseil d'administration en fonction est présente ou représentée.

Art. 13. Les résolutions du conseil d'administration sont adoptées à la majorité des administrateurs présents ou représentés. Les procès-verbaux des réunions du conseil d'administration sont signés par deux (2) administrateurs ou par le président et le secrétaire (s'il y en a). Des copies ou extraits des procès-verbaux peuvent également être délivrés à des tiers en relation d'affaires avec la Société et certifiés soit par deux (2) administrateurs soit par le président et le secrétaire (s'il y en a). Ces procès-verbaux, copies et extraits ainsi que toutes les déclarations factuelles qu'ils contiennent sont réputées prouver, à l'égard de la Société et de tout tiers intéressé, que les résolutions ont été dûment prises à une réunion du conseil d'administration valablement tenue.

Les résolutions adoptées par l'administrateur unique sont consignées par écrit et signées par l'administrateur unique.

En cas d'urgence empêchant le conseil d'administration de se réunir à temps et nécessitant que les administrateurs prennent des résolutions écrites, de telles résolutions écrites, approuvées et signées par tous les membres du conseil d'administration, sont régulières et valables de la même manière que si elles avaient été adoptées à une réunion du conseil d'administration, dûment convoquée et tenue. La date de ces résolutions est celle figurant sur l'écrit en question ou, selon le cas, celle figurant en face de la dernière signature sur ledit écrit. De telles résolutions peuvent être consignées dans un (1) ou plusieurs écrits séparés ayant le même contenu signés chacun par un (1) ou plusieurs administrateurs.

Art. 14. A l'égard des tiers, la Société est valablement engagée par la signature individuelle de l'administrateur unique ou par la signature conjointe de deux (2) membres du conseil d'administration.

Toutefois, si les actionnaires ont qualifié les administrateurs d'administrateurs de catégorie A ou d'administrateurs de catégorie B, la Société ne sera engagée vis-à-vis des tiers que par la signature conjointe d'un administrateur de catégorie A et d'un administrateur de catégorie B.

La Société sera également engagée, vis-à-vis des tiers, par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui la gestion journalière de la Société aura été déléguée, dans le cadre de cette gestion journalière, ou par la signature conjointe ou par la signature individuelle de toute personne à qui ce pouvoir de signature aura été délégué par le conseil d'administration, dans les limites de ce pouvoir.

Art. 15. Le ou les administrateurs ne contractent à raison de leur fonction, aucune obligation personnelle relativement aux engagements régulièrement pris par eux au nom de la Société. Chaque administrateur est uniquement responsable de ses devoirs à l'égard de la Société.

La Société indemniserà tout membre du conseil d'administration, fondé de pouvoir ou employé de la Société et, le cas échéant, ses successeurs, héritiers, exécuteurs testamentaires et administrateurs de biens pour tous dommages qu'ils ont à payer et tous frais raisonnables qu'ils auront encourus par suite de leur comparution en tant que défendeurs dans des actions en justice, des procès ou des poursuites judiciaires qui leur auront été intentés de par leurs fonctions actuelles ou anciennes d'administrateur, de fondé de pouvoir ou d'employé de la Société, ou à la demande de la Société, de toute autre société dans laquelle la Société est actionnaire ou créancier et dans laquelle ils n'ont pas droit à indemnisation, exception faite des cas où leur responsabilité est engagée pour négligence grave ou mauvaise gestion. En cas d'arrangement transactionnel, l'indemnisation ne portera que sur les questions couvertes par l'arrangement transactionnel et dans ce cas seulement si la Société reçoit confirmation par son conseiller juridique que la personne à indemniser n'est pas coupable de négligence grave ou mauvaise gestion. Ce droit à indemnisation n'est pas exclusif d'autres droits auxquels les personnes susnommées pourraient prétendre en vertu des Statuts.

Art. 16. Au cas où un des administrateurs aurait ou pourrait avoir un intérêt personnel dans une transaction de la Société, il devra en aviser les autres administrateurs et il ne pourra ni prendre part aux délibérations ni émettre un vote au sujet de cette transaction.

Cette transaction ainsi que l'intérêt personnel de l'administrateur devront être portés à la connaissance de la prochaine assemblée générale des actionnaires dans un rapport spécial et au plus tard avant tout vote ou toute autre décision.

Dans l'hypothèse d'un administrateur unique, il est seulement fait mention dans un procès-verbal des opérations intervenues entre la Société et son administrateur ayant un intérêt opposé à celui de la Société.

Les dispositions des alinéas qui précèdent ne sont pas applicables lorsque (i) l'opération en question est conclue à des conditions normales de marché et (ii) si elle tombe dans le cadre des opérations courantes de la Société.

Aucun contrat ni autre transaction entre la Société et d'autres sociétés ou entreprises ne sera affecté ou invalidé par le fait qu'un ou plusieurs administrateurs ou un fondé de pouvoirs de la Société ait un intérêt personnel dans telle autre société ou entreprise, ou en est administrateur, actionnaire, membre, actionnaire, fondé de pouvoirs ou employé. Toute personne liée, de la manière décrite ci-dessus, à une société ou entreprise, avec laquelle la Société contractera ou entrera autrement en relation d'affaires, ne devra pas être empêchée de délibérer, de voter ou d'agir sur une opération relative à de tels contrats ou transactions au seul motif de ce lien avec cette autre société ou entreprise.

Art. 17. Sous réserve de l'approbation de l'assemblée générale des actionnaires, les membres du conseil d'administration peuvent recevoir une rémunération pour leur gestion de la Société et peuvent, de plus, être remboursés de toutes les dépenses qu'ils auront exposées en relation avec la gestion de la Société ou la poursuite de l'objet social de la Société.

Art. 18. Même après la cessation de leur mandat ou fonction, tout membre du conseil d'administration, de même que toute personne invitée à participer à une réunion du conseil d'administration, ne devra pas dévoiler des informations sur la Société dont la divulgation pourrait avoir des conséquences défavorables pour celle-ci, à moins que cette révélation ne soit exigée par (i) une disposition légale ou réglementaire applicable aux sociétés anonymes ou (ii) l'intérêt du public.

Art. 19. Sauf lorsque, conformément à la Loi, les comptes annuels et/ou les comptes consolidés de la Société doivent être vérifiés par un réviseur d'entreprises agréé, les affaires de la Société et sa situation financière, en particulier ses documents comptables, peuvent et devront, dans les cas prévus par la loi, être contrôlés par un (1) ou plusieurs commissaires aux comptes qui n'ont pas besoin d'être eux-mêmes actionnaires.

Les commissaires aux comptes ou réviseurs d'entreprises agréés seront, le cas échéant, nommés par l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires qui détermineront leur nombre et la durée de leur mandat, qui ne pourra excéder six (6) ans. Leur mandat peut être renouvelé. Ils peuvent être révoqués à tout moment, avec ou sans motif, par une résolution de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires, sauf dans les cas où le réviseur d'entreprises agréé peut seulement, par disposition de la Loi, être révoqué pour motifs graves ou d'un commun accord.

Chapitre IV - Assemblée générale des actionnaires

Art. 20. L'assemblée générale des actionnaires exerce les pouvoirs qui lui sont dévolus par les Statuts et par la Loi. Si la Société ne compte qu'un seul actionnaire, celui-ci exerce les pouvoirs conférés par la Loi à l'assemblée générale des actionnaires.

Toute assemblée générale des actionnaires régulièrement constituée représente l'ensemble des actionnaires.

Art. 21. L'assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra le 25 avril à 15.15 heures.

Si ce jour n'est pas généralement un jour bancaire ouvrable à Luxembourg, l'assemblée se tiendra le premier jour ouvrable suivant.

Art. 22. Les actionnaires peuvent se réunir en assemblées générales des actionnaires, conformément aux conditions fixées par les Statuts et la Loi, sur convocation du conseil d'administration, subsidiairement, du ou des commissaires aux comptes (le cas échéant), ou plus subsidiairement, des actionnaires représentant au moins dix pour cent (10%) du capital social émis.

La convocation envoyée aux actionnaires indiquera la date, l'heure et le lieu de l'assemblée générale, ainsi que l'ordre du jour et la nature des affaires à traiter lors de l'assemblée générale des actionnaires. L'ordre du jour d'une assemblée générale d'actionnaires doit également, si nécessaire, indiquer toutes les modifications relatives à l'objet social ou à la forme de la Société.

Si tous les actionnaires sont présents ou représentés à une assemblée générale des actionnaires et s'ils déclarent avoir été dûment informés de l'ordre du jour de l'assemblée, celle-ci peut se tenir sans convocation préalable.

Les assemblées générales des actionnaires, y compris l'assemblée générale annuelle des actionnaires, se tiendra au siège social de la Société ou à tout autre endroit au Grand-Duché de Luxembourg, et pourra se tenir à l'étranger chaque fois que des circonstances de force majeure, appréciées souverainement par le conseil d'administration le requièrent.

Art. 23. Tous les actionnaires sont en droit de participer et de prendre la parole à toute assemblée générale des actionnaires.

Tout actionnaire peut prendre part aux assemblées générales des actionnaires en désignant par écrit, pouvant être transmis par tout moyen de communication permettant la transmission d'un texte écrit, un mandataire, actionnaire ou non. Le conseil d'administration peut déterminer toute autre condition qui devra être remplie en vue de la participation d'un actionnaire aux assemblées générales des actionnaires.

Les actionnaires participant à une assemblée générale des actionnaires par visioconférence ou toute autre méthode de télécommunication similaire permettant leur identification, seront considérés comme présents pour le calcul du quorum et de la majorité. Ces méthodes de télécommunication doivent satisfaire à toutes les exigences techniques afin de permettre la participation effective à l'assemblée et les délibérations de l'assemblée doivent être retransmises de manière continue.

Art. 24. Chaque assemblée générale des actionnaires est présidée par un président ou par une personne désignée par le conseil d'administration ou, dans l'absence d'une telle désignation, par l'assemblée générale des actionnaires.

Le président de l'assemblée générale des actionnaires désigne un (1) secrétaire.

L'assemblée générale des actionnaires élit un (1) scrutateur parmi les personnes présentes à l'assemblée générale des actionnaires.

Le président, le secrétaire et le scrutateur ainsi désignés forment ensemble le bureau de l'assemblée générale des actionnaires.

Art. 25. Le conseil d'administration peut proroger séance tenante toute assemblée générale des actionnaires à quatre (4) semaines. Le conseil d'administration doit le faire sur la demande d'actionnaires représentant au moins vingt pour cent (20%) du capital émis de la Société.

Cette prorogation annule automatiquement toute décision déjà adoptée.

L'assemblée générale des actionnaires prorogée a le même ordre du jour que la première assemblée. Les actions et les procurations déposées régulièrement en vue de la première assemblée restent valablement déposées pour la deuxième assemblée.

Art. 26. Une liste de présence indiquant le nom des actionnaires et le nombre des actions pour lesquelles ils votent est signée par chacun d'entre eux ou par leur mandataire avant l'ouverture des débats de l'assemblée générale des actionnaires.

L'assemblée générale des actionnaires peut délibérer et voter uniquement sur les points figurant à l'ordre du jour.

Le vote se fait à main levée ou par un appel nominal, sauf si l'assemblée générale des actionnaires décide d'adopter une autre procédure de vote.

Les actionnaires sont autorisés à exprimer leurs votes au moyen de formulaires rédigés en langue anglaise.

Tout formulaire devra être remis en main propre contre décharge, ou envoyé par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, au siège social de la Société ou adressé par fax au numéro de fax du siège social de la Société.

Tout formulaire de vote qui ne comporte pas l'une des mentions ou indications suivantes doit être considéré comme nul et ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum:

- nom et siège social et/ou résidence de l'actionnaire concerné;
- nombre total d'actions détenues par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société et, si nécessaire, le nombre d'actions de chaque catégorie détenu par l'actionnaire concerné dans le capital social de la Société;
- ordre du jour de l'assemblée générale;
- indication par l'actionnaire concerné, pour chacune des résolutions proposées, du nombre d'actions pour lesquelles l'actionnaire concerné s'abstient, vote en faveur ou contre la résolution proposée; et
- nom, titre et signature du représentant dûment autorisé de l'actionnaire concerné.

Tout formulaire devra être reçu par la Société au plus tard à dix-sept (17.00) heures, heure de Luxembourg, le jour ouvrable à Luxembourg précédant immédiatement le jour de l'assemblée générale des actionnaires. Tout formulaire reçu par la Société après cette date limite ne sera pas pris en compte pour le calcul du quorum.

Un formulaire sera considéré comme ayant été reçu:

- s'il a été remis en main propre contre décharge, par courrier recommandé ou par service d'envois spéciaux utilisant une société postale internationalement reconnue, à l'heure de la remise; ou
- s'il a été délivré par fax, à l'heure indiquée avec le numéro de fax sur le rapport de transmission de l'appareil ayant reçu le fax.

Art. 27. Lors de toute assemblée générale des actionnaires autre qu'une assemblée générale convoquée en vue de la modification des Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, les résolutions seront adoptées à la majorité simple, indépendamment du nombre d'actions représentées.

Lors de toute assemblée générale des actionnaires, convoquée conformément aux Statuts ou à la Loi, en vue de la modification des Statuts ou du vote de résolutions dont l'adoption est soumise aux conditions de quorum et de majorité exigées pour toute modification des Statuts, le quorum sera d'au moins la moitié (1/2) de toutes les actions émises. Si ce quorum n'est pas atteint, une deuxième assemblée pourra être convoquée à laquelle aucun quorum ne sera requis. Afin d'adopter les résolutions proposées, et sauf disposition contraire de la Loi, une majorité des deux tiers (2/3) des votes exprimés par les actionnaires présents ou représentés est exigée à cette assemblée générale.

Art. 28. Les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par les membres du bureau de l'assemblée générale des actionnaires et peuvent être signés par tous les actionnaires ou mandataires d'actionnaires qui en font la demande.

Les copies ou extraits de résolutions adoptées par les actionnaires, ainsi que les procès-verbaux des assemblées générales des actionnaires sont signés par le président de l'assemblée générale des actionnaires, le secrétaire de l'assemblée générale des actionnaires ou un administrateur.

Les résolutions adoptées par l'actionnaire unique seront établies par écrit et signées par l'actionnaire unique.

Chapitre V - Année sociale, Comptes, Distributions de profits

Art. 29. L'année sociale commence le premier janvier et se termine au trente et un décembre de chaque année.

Art. 30. Chaque année, à la fin de l'exercice social, le conseil d'administration prépare les comptes annuels et/ou les comptes consolidés conformément aux dispositions de la Loi et à la pratique comptable luxembourgeoise. Les comptes annuels et/ou les comptes consolidés sont soumis à l'assemblée générale des actionnaires pour approbation.

Art. 31. Les profits bruts de la Société repris dans les comptes annuels, après déduction des frais généraux, amortissements et charges constituent le bénéfice net. Sur le bénéfice net, il est prélevé cinq pour cent (5%) pour la constitution de la réserve légale, jusqu'à ce que celle-ci atteigne dix pour cent (10%) du capital social de la Société.

Après affectation à la réserve légale, l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires décident de l'affectation du solde des bénéfices annuels nets. Ils peuvent décider de verser la totalité ou une partie du solde à un compte de réserve ou de provision, en le reportant à nouveau ou en le distribuant avec les bénéfices reportés, les réserves distribuables ou les primes d'émission, à l'actionnaire unique ou aux actionnaires, chaque action donnant droit à une même proportion dans ces distributions, sauf stipulation contraire dans les Statuts ou dans tout arrangement contractuel auquel les actionnaires sont partie.

Nonobstant les stipulations qui précèdent, le conseil d'administration peut décider de payer des acomptes sur dividendes sur base d'un état comptable préparé par le ou les administrateurs duquel il ressort que des fonds suffisants sont disponibles pour distribution, étant entendu que les fonds à distribuer ne peuvent pas excéder le montant des bénéfices réalisés depuis le dernier exercice fiscal augmenté des bénéfices reportés et des réserves distribuables, mais diminué des pertes reportées et des sommes à porter en réserve en vertu d'une obligation légale.

Chapitre VI - Liquidation, Dispositions finales

Art. 32. La Société peut être dissoute par une résolution de l'actionnaire unique ou de l'assemblée générale des actionnaires délibérant aux mêmes conditions de quorum et de majorité que celles exigées par les Statuts ou par la Loi pour toute modification de Statuts.

Lors de la dissolution de la Société, la liquidation s'effectuera par les soins de l'administrateur ou, selon le case, le conseil d'administration ou par toute autre personne (qui peut être une personne physique ou morale y compris un actionnaire), nommé par l'actionnaire unique ou l'assemblée générale des actionnaires, qui déterminent leurs pouvoirs et leurs émoluments.

Après paiement de toutes les dettes et charges de la Société, y compris les frais de liquidation, le boni de liquidation sera distribué à l'actionnaire unique ou aux actionnaires de manière à atteindre le même résultat économique que celui fixé par les règles de distribution de dividendes.

Art. 33. Pour tout ce qui ne fait pas l'objet d'une prévision spécifique par les Statuts, il est fait référence à la Loi.

Dispositions transitoires

Le premier exercice social de la Société commence à la date de la constitution de la Société et se termine le 31 décembre 2015.

La première assemblée générale annuelle des actionnaires se tiendra en 2016.

Souscription et libération

Les statuts de la Société ayant ainsi été arrêtés, la comparante préqualifiée, agissant par son mandataire, déclare souscrire les trente et un mille (31.000) actions.

Toutes les actions souscrites ont été libérées jusqu'à concurrence d'un quart (1/4) par versement en numéraire de sorte que la somme de sept mille sept cents cinquante euros (EUR 7.750) se trouve dès à présent à la libre disposition de la Société, ainsi qu'il en a été justifié au notaire.

Déclaration

Le notaire rédacteur de l'acte déclare avoir vérifié l'existence des conditions de la loi du 10 août 1915 concernant les sociétés commerciales, telle que modifiée, et en constate expressément l'accomplissement.

Estimation des frais

Le montant des frais, dépenses, rémunérations ou charges sous quelque forme que ce soit, qui incombent à la Société ou qui sont mis à sa charge en raison de sa constitution, est évalué sans nul préjudice à mille cinq cents euros (EUR 1.500).

Résolutions de l'actionnaire unique

Et immédiatement après la constitution de la Société, le comparant préqualifié, représentant l'intégralité du capital social et se considérant dûment convoquée, a pris les résolutions suivantes:

1. L'adresse de la Société est fixée au 7, rue Wilson, L-2732 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg.
2. Monsieur Miguel Jimenez Lunz, demeurant professionnellement au 45, allée Scheffer, L-2520 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg, est appelé aux fonctions d'administrateur unique jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le 25 avril 2021.
3. FIDU-CONCEPT SARL, une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 36, Avenue Marie-Thérèse, L-2132 Luxembourg immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés sous le numéro B38.136, est appelé aux fonctions de commissaire aux comptes jusqu'à l'assemblée générale annuelle qui se tiendra le 25 avril 2021.

Le notaire soussignée qui comprend et parle l'anglais, constate par les présentes qu'à la requête de la personne comparante les présents Statuts sont rédigés en anglais suivis d'une version française. A la requête des mêmes personnes et en cas de divergence entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise fera foi.

Dont acte, passé à Luxembourg, le jour, mois et an qu'en tête des présentes.

Et après lecture, la comparante pré-mentionnée, connu du notaire par nom, prénom, qualité et demeure a signé avec le notaire instrumentaire le présent acte.

Signé: M. Jiminez Lunz et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 16 octobre 2015. Relation: 2LAC/2015/23330. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-.

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176090/704.

(150195185) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Noble-House Technologies S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-1260 Luxembourg, 5, rue de Bonnevoie.

R.C.S. Luxembourg B 172.831.

Nous vous demandons de bien vouloir prendre note du changement de la dénomination sociale de l'administrateur suivant:

- la société CAPITAL OPPORTUNITY S.A. (B 149.718), ayant son siège social au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, avec Monsieur Laurent TEITGEN, né le 05 janvier 1979 à Thionville (France) et demeurant professionnellement au 5, rue de Bonnevoie, L-1260 Luxembourg, comme représentant permanent, porte dorénavant la dénomination SECURED INTERNATIONAL TRANSACTIONS SERVICES S.A., en abrégé SITS S.A.

Pour mention aux fins de la publication au Mémorial, Recueil des Sociétés et Associations.

NOBLE-HOUSE TECHNOLOGIES S.A.

Référence de publication: 2015179248/15.

(150199501) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 4 novembre 2015.

Finnery Acquisitions II S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Capital social: USD 20.000,00.

Siège social: L-2453 Luxembourg, 6, rue Eugène Ruppert.

R.C.S. Luxembourg B 197.475.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of October,
Before Maître Martine Schaeffer, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Boherbaun Acquisitions S.à r.l., a Luxembourg private limited company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, Rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg and registered with the Luxembourg Trade and Companies Registrar under number B 192.676 (the Sole Shareholder),

represented by Ms Anne de Bourcy, lawyer, residing in Luxembourg, by virtue of a power of attorney given under private seal.

Such power of attorney, after having been signed *ne varietur* by the proxyholder and the undersigned notary, will remain attached to the present deed to be filed with the registration authorities.

The Sole Shareholder requests the undersigned notary to record the following:

I. The Sole Shareholder holds all the shares in Finnery Acquisitions II S.à r.l., a Luxembourg private limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg, having a share capital of USD 20,000, and registered with the Luxembourg Trade and Companies Register under number B 197.475 (the Company). The Company was incorporated on 30 April 2015 pursuant to a deed of Maître Martine Schaeffer, notary residing in Luxembourg, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations N° 1968, on 4 August 2015. The articles of incorporation of the Company have not been amended since the date of incorporation.

II. The Sole Shareholder exercises the powers of the general meeting of the shareholders of the Company in accordance with article 200-2 of the act of 10 August 1915 on commercial companies, as amended.

III. The Sole Shareholder wishes to pass resolutions on the following items:

(1) Conversion of the currency of the share capital of the Company from USD to GBP at the exchange rate applicable on 13 October 2015 so that the share capital be set at GBP 13,124 (thirteen thousand one hundred and twenty-four British pounds);

(2) Amendment of article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above-mentioned changes;

(3) Granting of powers; and

(4) Miscellaneous.

IV. The Sole Shareholder takes the following resolutions:

First resolution

The Sole Shareholder resolves to change the currency of the share capital of the Company from US dollars (USD) to British pounds (GBP), on the basis of the exchange rate displayed on 13 October 2015 on the website www.xe.com, which is set at USD 1 (one US dollar) for GBP 0.6562 (zero point six thousand five hundred and sixty-two British pounds).

The Sole Shareholder acknowledges that, as a result thereof, the share capital of the Company is set at GBP 13,124 (thirteen thousand one hundred and twenty-four British pounds) represented by 13,124 (thirteen thousand one hundred and twenty-four) shares, with a nominal value of GBP 1 (one British pound) each.

Second resolution

The Sole Shareholder resolves to amend article 5 of the articles of association of the Company in order to reflect the above resolutions, so that it reads henceforth as follows:

" **Art. 5. Share capital.** The Company's subscribed share capital is fixed at GBP 13,124 (thirteen thousand one hundred and twenty-four British pounds), represented by 13,124 (thirteen thousand one hundred and twenty-four) shares having a nominal value of GBP 1 (one British pound) each."

Third resolution

The Sole Shareholder resolves to empower and to authorise any manager of the Company, each acting individually under his/her sole signature on behalf of the Company, to record and sign the changes made under the above resolutions to the amount and currency of the share capital and the number of shares in the share register, and generally to perform any other action that may be necessary or useful in relation thereto.

Estimate of costs

The amount of the expenses in relation to the present deed are estimated to be approximately EUR 1,400 (one thousand four hundred euro).

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that, on request of the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the present deed is worded in English followed by a French version. At the request of the same attorney-in-fact of the Sole Shareholder, it is stated that, in case of discrepancies between the English and the French texts, the English version shall prevail.

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day indicated at the beginning of the present deed.

The document having been read to the attorney-in-fact of the Sole Shareholder, the attorney-in-fact of the Sole Shareholder signed together with us, the notary, the present deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-deux octobre,

Par-devant Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg,

A COMPARU:

Boherbaun Acquisitions S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 192.676 (l'Associé Unique),

ici représentée par Anne de Bourcy, avocate, demeurant professionnellement au Grand-Duché du Luxembourg, en vertu d'une procuration donnée sous seing privée.

Ladite procuration, après avoir été signée ne varietur par le mandataire et par le notaire instrumentant, restera annexée au présent acte pour les besoins de l'enregistrement.

L'Associé Unique, représenté tel que décrit ci-dessus, a requis le notaire instrumentant d'acter ce qui suit:

I. L'Associé Unique détient l'intégralité des parts sociales de Finnelly Acquisitions II S.à.r.l., une société à responsabilité limitée constituée selon les lois du Grand-Duché de Luxembourg, ayant son siège social au 6, rue Eugène Ruppert, L-2453 Luxembourg et immatriculée auprès du Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg sous le numéro B 197.475 (la Société). La Société a été constituée le 30 avril 2015 par un acte de Maître Martine Schaeffer, notaire de résidence à Luxembourg, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations - N° 1968, daté du 4 août 2015. Les statuts de la Société n'ont jamais été modifiés depuis la date de la constitution.

II. L'Associé Unique exerce les pouvoirs dévolus à l'assemblée générale des associés de la Société conformément à l'article 200-2 de la loi du 10 août 1915 sur les sociétés commerciales, telle que modifiée.

III. L'Associé Unique désire prendre des résolutions sur les points suivants:

1) Conversion en livres sterling (GBP) de la devise du capital social de la Société actuellement exprimée en dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) sur la base du taux de change applicable au 13 octobre 2015 afin que le capital social soit fixé à 13.124 GBP (treize mille cent vingt-quatre livres sterling);

2) Modification de l'article 5 des statuts de la Société afin d'y refléter les changements ci-dessus;

3) Délégation de pouvoir; et

4) Divers.

IV. L'Associé Unique a pris les résolutions suivantes:

Première résolution

L'Associé Unique décide de convertir en livres sterling (GBP) la devise du capital social de la Société actuellement exprimée en dollars des Etats-Unis d'Amérique (USD) sur la base du taux de change indiqué au 13 octobre 2015 sur le site internet www.xe.com, selon lequel 1 USD (un dollar) correspond à 0,6562 GBP (zero virgule six mille cinq cent soixante-deux livres sterling).

L'Associé Unique constate qu'en conséquence de ce qui précède, le capital social de la Société est établi à 13.124 GBP (treize mille cent vingt-quatre livres sterling) représenté par 13.124 (treize mille cent vingt-quatre) parts sociales ayant une valeur nominale de 1 GBP (une livre sterling chacune).

Deuxième résolution

L'Associé Unique décide de modifier l'article 5 des statuts de la Société afin de refléter les changements intervenus ci-dessus, de telle sorte qu'il aura désormais la teneur suivante:

« **Art. 5. Capital social.** Le capital social de la Société est fixé à la somme de 13.124 GBP (treize mille cent vingt-quatre livres sterling) et est représenté par 13.124 (treize mille cent vingt-quatre) parts sociales, ayant chacune une valeur nominale de 1 GBP (une livre sterling).»

Troisième résolution

L'Associé Unique décide de donner pouvoir et autorisation à tout gérant de la Société, chacun agissant individuellement sous sa seule signature pour le compte de la Société, de procéder aux changements intervenus ci-dessus au montant et à la

devise du capital social ainsi que le nombre de parts sociales dans le registre de parts sociales et d'effectuer toute formalité y afférente.

Estimation des frais

Les dépenses, frais, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, qui seront supportés par la Société en conséquence de la présente augmentation de capital sont estimés approximativement à EUR 1.400 (mille quatre cents euros).

Le notaire soussigné, qui comprend et parle l'anglais, déclare qu'à la requête de la partie comparante, le présent acte a été établi en anglais, suivi d'une version française. A la requête du mandataire de ladite partie comparante, et en cas de divergences entre les versions anglaise et française, la version anglaise fera foi.

Dont acte, fait et passé, date qu'en tête des présentes, à Luxembourg.

Et après lecture faite au mandataire de la partie comparante, ledit mandataire a signé ensemble avec le notaire l'original du présent acte.

Signé: A. de Bourcy et M. Schaeffer.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 2, le 26 octobre 2015. Relation: 2LAC/2015/23996. Reçu soixante-quinze euros Eur 75.-

Le Receveur (signé): André MULLER.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la demande de la prédite société, aux fins d'inscription au Registre de Commerce.

Luxembourg, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177485/127.

(150196782) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

EVC International S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-3364 Leudelange, 1, rue de la Poudrerie.

R.C.S. Luxembourg B 185.313.

In the year two thousand fifteen, on the twenty-third of October,

Before Maître Danielle KOLBACH, notary public residing at Redange-sur-Attert, Grand-Duchy of Luxembourg, undersigned.

Is held

an Extraordinary General Meeting of the shareholders of "EVC International S.à r.l." (here after "the Company"), a "société à responsabilité limitée", having its registered office at L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, incorporated by deed enacted on March 4, 2014, R.C.S. Luxembourg number B 185 313, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated May 16, 2014, Nr 1255 and which bylaws have been amended for the last time pursuant to a deed of the undersigned notary dated on December 18, 2014, published in the Mémorial, Recueil Spécial C dated February 12, 2015, Nr 384.

The meeting is opened at 11:30 a.m., with Mrs Catherine DESSOY, "avocat à la cour", with professional address at L-1471 Luxembourg, 31 rue d'Eich, in the chair.

The chairman appoints as secretary and the meeting elects as scrutineer Mrs. Véronique PETIT, private employee, with professional address at L-1471 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

The chairman requests the notary to record that:

I. The shareholders present or represented and the number of shares held by each of them are shown on an attendance list which will be signed and here annexed as well as the proxies and registered with the minutes.

II. As appears from the attendance list, all the shares, representing the whole capital of the corporation, are represented and all the shareholders represented declare that they have had notice and knowledge of the agenda prior to this meeting, and agree to waive the notices requirements.

III. The present meeting is duly constituted and can therefore validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Decision to increase the corporate capital by an amount of 180.-EUR (one hundred eighty euros) so as to raise it from its current amount of 162.500.-EUR (one hundred sixty-two thousand five hundred euros) up to 162,680.- EUR (one hundred sixty-two thousand six hundred eighty euros) by the issue of 15 (fifteen) new ordinary shares and 165 (one hundred sixty-five) new preferred shares of classes A to E, each having a nominal value of 1.-EUR (one euro) each, by contribution in cash and payment of a share premium of 1,494.- EUR (one thousand four hundred ninety-four euros). Subscription and payment of the new shares and the share premium;

2. Subsequent amendment of article 8.1 of the articles of association.

After deliberation, the meeting unanimously resolved to adopt the following resolutions:

First resolution:

The shareholders unanimously decide to increase the share capital of the Company by an amount of 180.-EUR (one hundred eighty euros) so as to raise it from its current amount of 162.500.- EUR (one hundred sixty-two thousand five hundred euros) up to 162,680.- EUR (one hundred sixty-two thousand six hundred eighty euros) by the issue of 15 (fifteen) new ordinary shares and 165 (one hundred sixty-five) new preferred shares of classes A to E, each having a nominal value of 1.-EUR (one euro) each, by contribution in cash, as follows:

- 15 (fifteen) Ordinary shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;
 - 33 (thirty-three) Class A Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;
 - 33 (thirty-three) Class B Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;
 - 33 (thirty-three) Class C Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro), to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;
 - 33 (thirty-three) Class D Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash;
 - 33 (thirty-three) Class E Preferred Shares, having a par value of 1.- EUR (one euro) each, to be fully paid-up at par value, by contribution in cash
- to be issued with a share premium of an aggregate amount of 1,494.- EUR (one thousand four hundred ninety-four euros).

The existing shareholders:

1. IK VII N° 1 Limited Partnership
2. IK VII N° 2 Limited Partnership
3. IK VII N° 3 Limited Partnership
4. IK VII N° 4 Limited Partnership

all acting ultimately through IK VII Limited, a company incorporated and existing under the Laws of Jersey, with registered office at Charles Bisson House 3rd Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey, Channel Islands JE2 3RA (hereafter "IK VII") declare to accept the subscription of 180 (one hundred eighty) new shares by new shareholders, thereby waiving their preferential subscription rights.

Intervention - Subscription - Payment

Therefore have intervened the following individuals here represented by Me Catherine DESSOY, prenamed, by virtue of proxies given under private seal, who declared, in her here above capacity, to subscribe to the new shares and to have them fully paid up by payment in cash, as follows:

Ordinary Shares

Shareholders	Ordinary Shares	Ordinary Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	5	5
John R. Notman-Watt	5	5
Anders Lennart Nylander	5	5
TOTAL	15	15

Class A Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Preferred Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	33	33

Class B Preferred Shares:

Shareholders	Preferred Shares	Preferred Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	<u>33</u>	<u>33</u>
Class C Preferred Shares: Shareholders		
	Preferred Shares	Preferred Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	<u>33</u>	<u>33</u>
Class D Preferred Shares: Shareholders		
	Preferred Shares	Preferred Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	<u>33</u>	<u>33</u>
Class E Preferred Shares: Shareholders		
	Preferred Shares	Preferred Shares Amount of the subscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	<u>33</u>	<u>33</u>

All of these shares have been fully paid up with a share premium of an aggregate amount of 1,494.- EUR (one thousand four hundred ninety-four euros), as follows:

Shareholders	Share premium
Hans Karl Erik Petersson	498
John R. Notman-Watt	498
Anders Lennart Nylander	498
TOTAL	<u>1,494</u>

so that from now on the Company has at its free and entire disposal the amount of 180.- EUR (one hundred eighty euros) plus a share premium of 1,494.- EUR (one thousand four hundred ninety-four euros) as was certified to the undersigned notary.

Fourth resolution:

Subsequently to these resolutions, the meeting decides to amend article 8.1 of the articles of association in order to give it the following content:

“ **Art. 8.**

8.1. The Company's corporate capital is fixed at 162,680.- EUR (one hundred sixty-two thousand six hundred eighty euros) represented by 12,515 (twelve thousand five hundred fifteen) ordinary shares (the «Ordinary Shares»), 30,033 (thirty thousand thirty-three) redeemable class A preferred shares (the «Class A Preferred Shares»), 30,033 (thirty thousand thirty-three) redeemable class B preferred shares (the «Class B Preferred Shares»), 30,033 (thirty thousand thirty-three) redeemable class C preferred shares (the «Class C Preferred Shares»), 30,033 (thirty thousand thirty-three) redeemable class D preferred shares (the «Class D Preferred Shares») and 30,033 (thirty thousand thirty-three) redeemable class E preferred shares (the «Class E Preferred Shares») representing a total of 162,680 (one hundred sixty-two thousand six hundred eighty) shares of a nominal value of EUR 1.- (one Euro) each, all fully subscribed and entirely paid up.

The Ordinary Shares and the Preferred Shares are hereafter together referred to as a «share» or the «shares».

At the moment and as long as all the shares are held by only one shareholder, the Company is a one man company («société unipersonnelle») in the meaning of Article 179 (2) of the Law. In this contingency Articles 200-1 and 200-2, among others, will apply, this entailing that each decision of the sole shareholder and each contract concluded between him and the Company represented by him shall have to be established in writing.”

Expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever, which shall be borne by the company as a result of the present deed, are estimated at approximately one thousand five hundred Euros (EUR 1,500.-).

There being no further business before the meeting, the same was thereupon adjourned at 12:00 a.m.

WHEREOF, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing person, the present deed is worded in English followed by a French translation. On request of the same appearing person and in case of divergences between the English and the French text, the English version will prevail.

The document having been read to the appearing person, the mandatory signed with us, the notary, the present original deed.

Suit la traduction française du texte qui précède

L'an deux mille quinze, le vingt-trois octobre.

Par devant Maître Danielle KOLBACH, notaire de résidence à Redange-sur-Attert, Grand-Duché de Luxembourg, soussignée.

Se réunit

l'assemblée générale extraordinaire des associés de la société à responsabilité limitée «EVC International S.à r.l.» (ci-après «la Société»), ayant son siège social à L-3364 Leudelange, 1 rue de la Poudrerie, constituée suivant acte reçu le 4 mars 2014, R.C.S. Luxembourg B numéro 185 313, publié au Mémorial C N° 1255 du 16 mai 2014 et dont les statuts ont été modifiés pour la dernière fois suivant acte reçu le 18 décembre 2014 publié au Mémorial C N° 384 du 12 février 2015.

La séance est ouverte à 11.30 heures et présidée par Madame Catherine DESSOY, avocat à la cour, ayant son adresse professionnelle à L-1471 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente désigne comme secrétaire et l'assemblée choisit comme scrutateur Madame Véronique PETIT, employée privée, ayant son adresse professionnelle à L-1471 Luxembourg, 31 rue d'Eich.

La présidente prie le notaire d'acter que:

I. Les associés présents ou représentés et le nombre de parts qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, qui sera signée, ci-annexée ainsi que les procurations, le tout enregistré avec l'acte.

II. Il appert de la liste de présence que toutes les parts sociales, représentant l'intégralité du capital social sont représentées à la présente assemblée et que tous les associés représentés reconnaissent avoir eu connaissance de l'ordre du jour avant la présente assemblée; il a pu donc être fait abstraction des convocations d'usage.

III. La présente assemblée est dûment constituée et peut dès lors valablement délibérer sur l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1. Décision d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 180,-EUR (cent quatre-vingts euros) pour le porter de son montant actuel de 162.500,-EUR (cent soixante-deux mille cinq cents euros) à 162.680,-EUR (cent soixante-deux mille six cent quatre-vingts euros) par l'émission de 15 (quinze) nouvelles parts sociales ordinaires et de 165 (cent soixante-cinq) nouvelles parts sociales de classes A à E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire et paiement d'une prime d'émission de 1.494,- EUR (mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros). - Souscription et paiement des nouvelles parts sociales et de la prime d'émission;

2. Modification subséquente de l'article 8.1 des statuts.

Après avoir délibéré, l'assemblée prend à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

Les associés décident à l'unanimité d'augmenter le capital social à concurrence d'un montant de 180,-EUR (cent quatre-vingts euros) pour le porter de son montant actuel de 162.500,-EUR (cent soixante-deux mille cinq cents euros) à 162.680,-EUR (cent soixante-deux mille six cent quatre-vingts euros) par l'émission de 15 (quinze) nouvelles parts sociales ordinaires et de 165 (cent soixante-cinq) nouvelles parts sociales de classes A à E, comme suit:

- 15 (quinze) Parts sociales ordinaires, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
 - 33 (trente-trois) Parts sociales privilégiées de Classe A, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
 - 33 (trente-trois) Parts sociales privilégiées de Classe B, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
 - 33 (trente-trois) Parts sociales privilégiées de Classe C, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
 - 33 (trente-trois) Parts sociales privilégiées de Classe D, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire;
 - 33 (trente-trois) Parts sociales privilégiées de Classe E, d'une valeur nominale de 1,-EUR (un euro) chacune, par apport en numéraire,
- à émettre avec une prime d'émission d'un montant global de 1.494,- EUR (mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros).

Les associés existants:

1. IK VII N° 1 Limited Partnership
2. IK VII N° 2 Limited Partnership
3. IK VII N° 3 Limited Partnership
4. IK VII N° 4 Limited Partnership

agissant tous in fine à travers IK VII Ltd, une société constituée sous le droit de Jersey, ayant son siège social à Charles Bisson House, 3rd Floor, 30-32 New Street, St. Helier, Jersey Channel Islands JE2 3RA (ci-après «IK VII»), déclarent accepter la souscription des 180 (cent quatre-vingt) nouvelles parts sociales par de nouveaux associés et renoncer expressément à leurs droits préférentiels de souscription.

Intervention - Souscription - Paiement

Les personnes suivantes, ici représentées par Me Catherine DESSOY, prénommée, en vertu de procurations sous-seing privé, ont déclaré souscrire, ès qualités, les nouvelles parts sociales émises, qui sont libérées intégralement en numéraire et payées comme suit:

Parts sociales ordinaires

Associés

	Parts sociales ordinaires	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	5	5
John R. Notman-Watt	5	5
Anders Lennart Nylander	5	5
TOTAL	15	15

Parts sociales privilégiées de Classe A:

Associés

	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	33	33

Parts sociales privilégiées de Classe B:

Associés

	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11

TOTAL	33	33
Parts sociales privilégiées de Classe C:		
Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	33	33
Parts sociales privilégiées de Classe D:		
Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	33	33
Parts sociales privilégiées de Classe E:		
Associés	Parts sociales privilégiées	Montant de la souscription (EUR)
Hans Karl Erik Petersson	11	11
John R. Notman-Watt	11	11
Anders Lennart Nylander	11	11
TOTAL	33	33

Toutes ces parts sociales ont été intégralement libérées avec une prime d'émission d'un montant global de 1.494,- EUR (mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros) comme suit:

Associés	Prime d'émission
Hans Karl Erik Petersson	498
John R. Notman-Watt	498
Anders Lennart Nylander	498
TOTAL	1.494

de sorte que la Société a dès maintenant à sa libre et entière disposition la somme de 180,-EUR (cent quatre-vingts euros) plus 1.494,- EUR (mille quatre cent quatre-vingt-quatorze euros) à titre de prime d'émission, ainsi qu'il en a été justifié au notaire instrumentant qui le constate expressément.

Quatrième résolution:

Afin de mettre les statuts en concordance avec les résolutions qui précèdent, l'assemblée décide de modifier l'article 8.1 des statuts et de procéder à une refonte complète de ce dernier afin de lui donner la teneur suivante:

« Art. 8.

8.1.- Le capital social de la Société est fixé à 162.680,-EUR (cent soixante-deux mille six cent quatre-vingts euros) représenté par 12.515 (douze mille cinq cent quinze) parts sociales ordinaires (les «Parts Sociales Ordinaires»), 30.033 (trente mille trente-trois) parts sociales privilégiées de Classe A (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe A»), 30.033 (trente mille trente-trois) parts sociales privilégiées de Classe B (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe B»), 30.033 (trente mille trente-trois) parts sociales privilégiées de Classe C (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe C»), 30.033 (trente mille trente-trois) parts sociales privilégiées de Classe D (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe D») et 30.033 (trente mille trente-trois) parts sociales privilégiées de Classe E (les «Parts Sociales Privilégiées de Classe E»), représentant un total de 162.680 (trois cent cinquante mille huit cent quatre-vingt-dix) parts sociales d'une valeur nominale de EUR 1,- (un Euro) chacune, toutes souscrites et entièrement libérées.

Les Parts Sociales Ordinaires et les Parts Sociales Privilégiées sont désignées ci-après une «part sociale» ou les «parts sociales».

A partir du moment et aussi longtemps que toutes les parts sociales sont détenues par un seul associé, la Société est une société unipersonnelle au sens de l'Article 179 (2) de la Loi. Dans ce contexte, les Articles 200-1 et 200-2, entre autres,

s'appliqueront, chaque décision de l'Associé Unique et chaque contrat conclu entre lui et la Société représentée par lui devant être établis par écrit.»

Frais

Les frais, dépenses, rémunérations et charges sous quelque forme que ce soit, incombant à la société et mis à sa charge en raison des présentes, sont évalués sans nul préjudice à la somme de mille cinq cents euros (1.500,- EUR).

Plus rien n'étant à l'ordre du jour, la séance est levée à 12.00 heures.

DONT ACTE, passé à Luxembourg, les jours, mois et an qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise constate que sur demande des comparants le présent acte est rédigé en langue anglaise suivi d'une version française. Sur demande des mêmes comparants et en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, le texte anglais fera foi.

Et après lecture faite aux comparants, ils ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Signé: C. DESSOY, V. PETIT, D. KOLBACH.

Enregistré à Diekirch Actes Civils le 26 octobre 2015. Relation: DAC/2015/17904. Reçu soixante-quinze euros (EUR 75,-).

Le Receveur (signé): J. THOLL.

POUR EXPEDITION CONFORME, délivrée à la Société sur sa demande.

Redange-sur-Attert, le 30 octobre 2015.

Référence de publication: 2015177473/332.

(150196833) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

**Lamudi (GP) S.à r.l., Société à responsabilité limitée,
(anc. Digital Services XXV (GP) S.à r.l.).**

Capital social: EUR 12.500,00.

Siège social: L-1736 Senningerberg, 5, Heienhaff.

R.C.S. Luxembourg B 188.497.

In the year two thousand and fifteen, on the twenty-second day of October, before us, Maître Cosita DELVAUX, notary, residing in Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg,

THERE APPEARED:

Lamudi Global S.à r.l., a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 188486,

here represented by Mrs Magdalena Staniczek, employee, professionally residing in Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, by virtue of a proxy.

The said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

The appearing party is the sole shareholder of Digital Services XXV (GP) S.à r.l. (the "Company"), a société à responsabilité limitée incorporated and existing under the laws of the Grand Duchy of Luxembourg, having its registered office at 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Grand Duchy of Luxembourg, registered with the Luxembourg Trade and Companies' Register under number B 188497 and incorporated pursuant to a deed of the notary Maître Carlo Wersandt, residing in Luxembourg, on 18 June 2014, published in the Memorial C, Recueil des Sociétés et Associations, number 2432 dated 10 September 2014. The articles of incorporation have not been amended since.

The appearing party representing the entire share capital and having waived any notice requirement, the general meeting of the sole shareholder is regularly constituted and may validly deliberate on the following agenda:

Agenda

1. Change the name of the Company from "Digital Services XXV (GP) S.à r.l." to "Lamudi (GP) S.à r.l." and subsequent amendment of article one (1) of the article of association of the Company which shall now read as follows:

“ **Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Lamudi (GP) S.à r.l. (hereinafter the "Company") which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the "Law"), as well as by the present articles of association.”;

2. Miscellaneous.

Having duly considered the item on the agenda, the sole shareholder takes, and requires the undersigned notary to enact, the following resolution:

Sole resolution

The sole shareholder resolves to change the name of the Company from “Digital Services XXV (GP) S.à r.l.” to “Lamudi (GP) S.à r.l.” and to subsequently amend article one (1) of the articles of association of the Company which shall now read as follows:

“ **Art. 1. Name - Legal Form.** There exists a private limited company (société à responsabilité limitée) under the name Lamudi (GP) S.à r.l. (hereinafter the “Company”) which shall be governed by the law of 10 August 1915 concerning commercial companies, as amended (the “Law”), as well as by the present articles of association.”.

There being no further business, the meeting is closed.

Costs and expenses

The expenses, costs, remunerations or charges in any form whatsoever which shall be borne by the Company are estimated at approximately one thousand five hundred euro (EUR 1,500.-).

Whereof, the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day specified at the beginning of this document.

The undersigned notary who understands and speaks English, states herewith that on request of the appearing parties, the present deed is worded in English followed by a German translation; on the request of the same appearing party and in case of divergence between the English and the German text, the English version will prevail.

The document having been read to the proxyholder of the appearing party, known to the notary by name, first name and residence, the said proxyholder signed together with the notary the present deed.

Es folgt die deutsche Übersetzung des vorangehenden Textes:

Im Jahre zweitausendfünfzehn, am zweiundzwanzigsten Oktober,

Vor uns, dem unterzeichnenden Notar, Maître Cosita DELVAUX, mit Amtssitz in Luxemburg, Großherzogtum Luxemburg,

IST ERSCHIENEN:

Lamudi Global S.à r.l., eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 188486,

hier vertreten durch Frau Magdalena Staniczek, Privatbeamtin, geschäftsansässig in Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, gemäß einer Vollmacht.

Besagte Vollmacht, welche von der Bevollmächtigten der erschienenen Partei und dem Notar ne varietur paraphiert wurde, wird der vorliegenden Urkunde beigelegt, um mit derselben bei den Registrierungsbehörden hinterlegt zu werden.

Die erschienene Partie ist alleiniger Gesellschafter der Digital Services XXV (GP) S.à r.l. (die „Gesellschaft“), einer Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée), gegründet und bestehend unter dem Recht des Großherzogtums Luxemburg, mit Sitz in 5, Heienhaff, L-1736 Senningerberg, Großherzogtum Luxemburg, eingetragen im Luxemburger Handels- und Gesellschaftsregister unter der Nummer B 188497, gegründet am 18. Juni 2014 gemäß einer Urkunde des Notars Maître Carlo Wersandt mit Amtssitz in Luxemburg, veröffentlicht im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, Nummer 2432 am 10. September 2014. Die Gesellschaftssatzung wurde seither nicht geändert.

Da die erschienene Partei das gesamte Gesellschaftskapital vertritt und auf jegliche Ladungsformalitäten verzichtet hat, ist die Gesellschafterversammlung ordnungsgemäß zusammengekommen und kann wirksam über die folgende Tagesordnung beschließen:

Tagesordnung

1. Änderung des Namens der Gesellschaft von „Digital Services XXV (GP) S.à r.l.“ in „Lamudi (GP) S.à r.l.“ und anschließenden Änderung des Artikels eins (1) der Satzung der Gesellschaft, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Lamudi (GP) S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.“;

2. Verschiedenes

Nach ordnungsgemäßer Beratung über jeden Tagesordnungspunkt fasst der alleinige Gesellschafter den folgenden Beschluss und ersucht den unterzeichnenden Notar, diesen zu beurkunden:

Einzigter Beschluss

Der alleinige Gesellschafter beschließt, den Name der Gesellschaft von „Digital Services XXV (GP) S.à r.l.“ in „Lamudi (GP) S.à r.l.“ und anschließend Artikel eins (1) der Satzung der Gesellschaft zu ändern, welcher nunmehr wie folgt lautet:

„ **Art. 1. Name - Rechtsform.** Es besteht eine Gesellschaft mit beschränkter Haftung (société à responsabilité limitée) mit dem Namen Lamudi (GP) S.à r.l. (die „Gesellschaft“), welche den Bestimmungen des Gesetzes vom 10. August 1915 über Handelsgesellschaften in seiner aktuellen Fassung (das „Gesetz von 1915“) und dieser Satzung unterliegt.“

Da die Tagesordnung erschöpft ist, wird die Versammlung geschlossen.

Kosten und Auslagen

Die der Gesellschaft entstandenen Kosten, Gebühren, Honorare oder Auslagen jeglicher Art werden auf eintausend-fünfhundert Euro (EUR 1.500,-) geschätzt.

Hierüber wurde diese notarielle Urkunde in Luxemburg zum eingangs erwähnten Datum aufgenommen.

Der unterzeichnende Notar, welcher die englische Sprache beherrscht und spricht, erklärt hiermit, dass die vorliegende Urkunde auf Verlangen der erschienenen Partei auf Englisch verfasst wurde, gefolgt von einer deutschen Übersetzung; auf Verlangen derselben erschienenen Partei und im Falle von Abweichungen zwischen der englischen und der deutschen Fassung, ist die Englische Fassung maßgebend.

Die vorstehende Urkunde ist der Bevollmächtigten der erschienenen Partei, welche dem Notar mit Namen, Vornamen und Wohnsitz bekannt ist, verlesen und von dieser Bevollmächtigten gemeinsam mit dem Notar unterzeichnet worden.

Gezeichnet: M. STANICZEK, C. DELVAUX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 23 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33738. Reçu soixante-quinze euros 75,00 €

Le Receveur (signé): P. MOLLING.

FUER GLEICHLAUTENDE AUSFERTIGUNG, zwecks Hinterlegung im Handels- und Gesellschaftsregister und zum Zwecke der Veröffentlichung im Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations.

Luxemburg, den 30. Oktober 2015.

Me Cosita DELVAUX.

Référence de publication: 2015177425/107.

(150197110) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 2 novembre 2015.

PPS Nederland S.A., Société Anonyme.

Siège social: L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

R.C.S. Luxembourg B 113.140.

L'an deux mille quinze, le treize octobre.

Par-devant Maître Henri HELLINCKX, notaire de résidence à Luxembourg.

S'est réunie

l'assemblée générale extraordinaire des actionnaires de la société anonyme "PPS Nederland S.A." (R.C.S. Luxembourg numéro B 113.140) (ci-après, la «Société»), ayant son siège social à L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy, constituée suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, en date du 18 novembre 2005, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations numéro 636 du 28 mars 2006, et dont les statuts ont été modifiés suivant acte reçu par le notaire instrumentant, alors de résidence à Mersch, Grand-Duché de Luxembourg, en date du 11 octobre 2006, publié au Mémorial Recueil des Sociétés et Associations C numéro 1389 du 7 juillet 2007.

L'assemblée est présidée par Monsieur Régis Galiotto, employé privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président désigne comme secrétaire Madame Solange Wolter-Schieres, employée privé, demeurant professionnellement à Luxembourg.

L'assemblée choisit comme scrutateur Madame Magali Witwicki, employée privée, demeurant professionnellement à Luxembourg.

Le président déclare et prie le notaire d'acter:

I.- Que les actionnaires présents ou représentés et le nombre d'actions qu'ils détiennent sont renseignés sur une liste de présence, signée par le président, le secrétaire, le scrutateur et le notaire instrumentant. Ladite liste de présence ainsi que les procurations resteront annexées au présent acte pour être soumises avec lui aux formalités de l'enregistrement.

II) Qu'il apparaît de cette liste de présence que toutes les VINGT-NEUF MILLE QUATRE CENT SOIXANTE-TREIZE (29.473) actions nominatives sont représentées à la présente assemblée générale extraordinaire, de sorte que l'assemblée est régulièrement constituée et peut décider valablement sur tous les points portés à l'ordre du jour dont les actionnaires déclarent avoir parfaite connaissance.

III) Que l'ordre du jour de la présente assemblée est le suivant:

1. Transfert du siège social de la Société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange;

2. Modification subséquente de l'article 4 alinéa 1^{er} des statuts de la Société;

3. Divers

Ces faits exposés et reconnus exacts par l'assemblée, cette dernière a pris à l'unanimité des voix les résolutions suivantes:

Première résolution:

L'assemblée décide de transférer le siège social de la Société du 44, Avenue J.F. Kennedy, L-1855 Luxembourg au 33, rue de Gasperich, L-5826 Hesperange.

Deuxième résolution

Afin de mettre les statuts en concordance avec la résolution qui précède, l'assemblée décide de modifier l'article 4 alinéa 1^{er} des statuts pour lui donner désormais la teneur suivante:

« **Art. 4. Siège social - premier alinéa.** Le siège social est établi à Hesperange.»

Plus rien ne figurant à l'ordre du jour, la séance est levée.

A la demande des comparants le notaire, qui parle et comprend l'anglais, a établi le présent acte en français suivi d'une version anglaise. Sur demande des comparants, et en cas de divergences entre le texte français et le texte anglais, le texte français fait foi.

Dont Acte, fait et passé à Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Et après lecture faite aux comparants, tous connus du notaire par leurs noms, prénoms usuels, états et demeures, les membres du bureau ont tous signé avec Nous notaire la présente minute.

Suit la version anglaise du texte qui précède:

In the year two thousand and fifteen, on the thirteenth day of October.

Before Us Maître Henri HELLINCKX, notary, residing in Luxembourg.

Was held

an Extraordinary General Meeting of the Shareholders of "PPS Nederland S.A.", (R.C.S. Luxembourg, section B number 113.140), (hereinafter, the "Company"), having its registered office in L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy, incorporated by deed of the undersigned notary, then residing in Mersch, on November 18, 2005, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 647 of March 29, 2006, the articles of which have been amended pursuant to a deed of the undersigned notary, on October 11, 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations number 1389 of July 7, 2007.

The meeting is presided over by Mr Régis Galiotto, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman appoints as secretary Mrs Solange Wolter-Schieres, employee, professionally residing in Luxembourg.

The meeting elects as scrutineer Mrs Magali Witwicki, employee, professionally residing in Luxembourg.

The chairman declares and requests the notary to record:

I.- That the shareholders present or represented and the number of their shares are shown on an attendance list, signed by the chairman, the secretary, the scrutineer and the undersigned notary. The said list as well as the proxies will be annexed to this document to be filed with the registration authorities.

II.- As it appears from the attendance list, all the TWENTY-NINE THOUSAND FOUR HUNDRED AND SEVENTY-THREE (29.473) shares are represented at the present extraordinary general meeting, so that the meeting is regularly constituted and can validly decide on all the items of the agenda of which the shareholders declare having had full prior knowledge.

III.- That the agenda of the extraordinary general meeting is the following:

1.- Transfer of the registered office of the Company from L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy to L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

2. Consequently amendment of the first paragraph of the article 4 of the articles of incorporation.

After the foregoing has been approved by the Meeting, the same unanimously took the following resolutions:

First resolution:

The meeting decides to transfer the registered office of the Company from L-1855 Luxembourg, 44, Avenue J.F. Kennedy to L-5826 Hesperange, 33, rue de Gasperich.

Second resolution

As a consequence of the foregoing resolution, the meeting decides to amend the first paragraph of the article 4 of the Articles of Incorporation so as to read as follows:

“ **Art. 4. Registered office.** The registered office is established in Hesperange.”

There being no further business on the Agenda, the Meeting was thereupon closed.

The undersigned notary who understands and speaks English states herewith that on request of the above appearing persons, the present deed is worded in French followed by an English version. On request of the same appearing persons and in case of divergences between the French and the English text, the French version will prevail.

Whereof the present notarial deed was drawn up in Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The document having been read to the persons appearing, all of whom are known to the notary by their surnames, Christian names, civil status and residences, the members of the bureau signed together with Us, the notary, the present original deed.

Signé: R. GALIOTTO, S. WOLTER, M. WITWICKI et H. HELLINCKX.

Enregistré à Luxembourg Actes Civils 1, le 19 octobre 2015. Relation: 1LAC/2015/33112. Reçu soixante-quinze euros (75.- EUR)

Le Receveur ff. (signé): C. FRISING.

- POUR EXPEDITION CONFORME - délivrée à la société sur demande.

Luxembourg, le 28 octobre 2015.

Référence de publication: 2015176180/96.

(150195477) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.

Waterbridge S.à r.l., Société à responsabilité limitée.

Siège social: L-2227 Luxembourg, 11, avenue de la Porte Neuve.

R.C.S. Luxembourg B 118.358.

In the year two thousand and fifteen,
on the twenty-second day of the month of October.

Before Us, Maître Jean-Joseph WAGNER, notary, residing in SANEM, Grand Duchy of Luxembourg,

there appeared:

the company "Waterbridge Ltd", a company incorporated and existing under the laws of the Cayman Islands, established and having its registered office at P.O. Box 2512, George Town, Grand Cayman (Cayman Islands), registered with the Register of Companies of the Cayman Islands, under number ST-151451,

here represented by Mr François MANTI, employee, with professional address in Luxembourg,

by virtue of a proxy given to him in Monaco (Principality of Monaco), on 12 October 2015.

Said proxy, initialled ne varietur by the proxyholder of the appearing party and the notary, will remain annexed to the present deed to be filed at the same time with the registration authorities.

I. The appearing party, represented as stated here above, has requested the undersigned notary to document that the same appearing party, the company "Waterbridge Ltd" is the sole shareholder (the "Shareholder") of "Waterbridge S.à r.l.", a limited liability company (société à responsabilité limitée), having its registered office at 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, Grand Duchy of Luxembourg (the "Company"), with a corporate share capital of twelve thousand five hundred euros (12'500.- EUR), incorporated pursuant to a notarial deed enacted by the undersigned notary, on 1 August 2006, published in the Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations on 02 October 2006, number 1838 and page 88209 and entered in the Register of Commerce and Companies in Luxembourg, Section B, under the number B-118 358. The Articles of Incorporation of said company were never amended since.

II. The appearing party, represented as above mentioned, having recognised to be fully informed of the resolutions to be taken on the basis of the following agenda:

Agenda

1) Decision to amend Article seventeen (17) of the Company's Articles of Incorporation in order to give it henceforth the following new wording:

Art. 17. Representation of the Company. "The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of its single manager or, if in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers. Each manager is empowered to represent the Company in court either as plaintiff or defendant.";

2) Miscellaneous;

has requested the undersigned notary to document the following sole resolution:

Sole resolution

The Shareholder RESOLVES to amend Article seventeen (17) of the Company's Articles of Incorporation in relating to his representation towards third parties, which will have henceforth the following new wording:

Art. 17. Representation of the Company. "The Company will be bound in all circumstances by the sole signature of its single manager or, if in case of plurality of managers, by the joint signature of any two managers. Each manager is empowered to represent the Company in court either as plaintiff or defendant.".

Whereof the present deed was drawn up in Luxembourg-City, Grand Duchy of Luxembourg, on the day named at the beginning of this document.

The undersigned notary who knows English, states herewith that on request of the above appearing party, the present deed is worded in English followed by a French version; on request of the same party and in case of divergences between the English and the French text, the English text will prevail.

The document having been read to the person appearing, known to the notary by her surname, first name, civil status and residence, said person appearing signed together with Us notary this original deed.

Suit la traduction en langue française du texte qui précède

L'an deux mille quinze,
le vingt-deux octobre.

Par-devant Nous, Maître Jean-Joseph WAGNER, notaire de résidence à SANEM, Grand-Duché de Luxembourg,
a comparu:

la société «Waterbridge Ltd», une société constituée et existant sous les lois des Iles Cayman établie et ayant son siège social à P.O. Box 2512, George Town, Grand Cayman (Iles Cayman), immatriculée au Register of Companies of the Cayman Islands, sous le numéro ST-151451,

ici représentée par Monsieur François MANTI, employé privé, avec adresse professionnelle à Luxembourg,
en vertu d'une procuration sous seing privé lui donnée à Monaco (Principauté de Monaco), le 12 octobre 2015.

La procuration signée ne varietur par le mandataire de la partie comparante et par le notaire soussigné restera annexée au présent acte pour être soumise avec lui aux formalités de l'enregistrement.

I. Laquelle partie comparante, représentée comme il est dit ci-avant, a requis le notaire instrumentant d'acter qu'elle-même, la société «Waterbridge Ltd» est la seule associée (l'«Associé») de «Waterbridge S.à r.l.», une société à responsabilité limitée ayant son siège social au 11, Avenue de la Porte Neuve, L-2227 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg (la «Société») avec un capital social souscrit de DOUZE MILLE CINQ CENTS EUROS (12'500.- EUR) constituée suivant un acte notarié dressé par le notaire soussigné en date du 1^{er} août 2006, publié au Mémorial C, Recueil des Sociétés et Associations, en date du 02 octobre 2006, sous le numéro 1838 et page 88209 et inscrite au Registre de Commerce et des Sociétés de Luxembourg à la section B sous le numéro 118 358. Les statuts de la Société ne furent pas modifiés depuis lors.

II. La partie comparante, représentée comme indiqué ci-avant, reconnaissant être parfaitement au courant des décisions à intervenir sur base de l'ordre du jour suivant:

Ordre du jour

1) Décision de modifier l'article dix-sept (17) des statuts de la Société, afin de lui donner désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 17. Représentation de la Société. «La Société est engagée en toutes circonstances par la seule signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Chacun des gérants est autorisé à représenter la Société en justice comme défendeur ou demandeur.»

2) Divers;

a requis le notaire instrumentant d'acter la seule résolution suivante:

Résolution unique

L'Associé DECIDE de modifier l'article dix-sept (17) des statuts de la Société quant à sa représentation vis-à-vis des tiers, lequel aura désormais la nouvelle teneur qui suit:

Art. 17. Représentation de la Société. «La Société est engagée en toutes circonstances par la seule signature de son gérant unique ou, en cas de pluralité de gérants, par la signature conjointe de deux gérants. Chacun des gérants est autorisé à représenter la Société en justice comme défendeur ou demandeur.»

Dont acte fait et passé à Luxembourg-Ville, Grand-Duché de Luxembourg, date qu'en tête des présentes.

Le notaire soussigné qui connaît la langue anglaise, déclare par la présente qu'à la demande de la partie comparante ci-avant, le présent acte est rédigé en langue anglaise, suivi d'une version française, et qu'à la demande de la même partie comparante, en cas de divergences entre le texte anglais et le texte français, la version anglaise primera.

Lecture du présent acte faite et interprétation donnée à la personne comparante connue du notaire instrumentaire par ses nom, prénom usuel, état et demeure, elle a signé avec Nous notaire le présent acte.

Signé: F. MANTI, J.J. WAGNER.

Enregistré à Esch-sur-Alzette A.C., le 26 octobre 2015. Relation: EAC/2015/24780. Reçu soixante-quinze Euros (75.- EUR).

Le Receveur ff. (signé): Monique HALSDORF.

Référence de publication: 2015176367/95.

(150194755) Déposé au registre de commerce et des sociétés de Luxembourg, le 29 octobre 2015.